

T2137-477-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

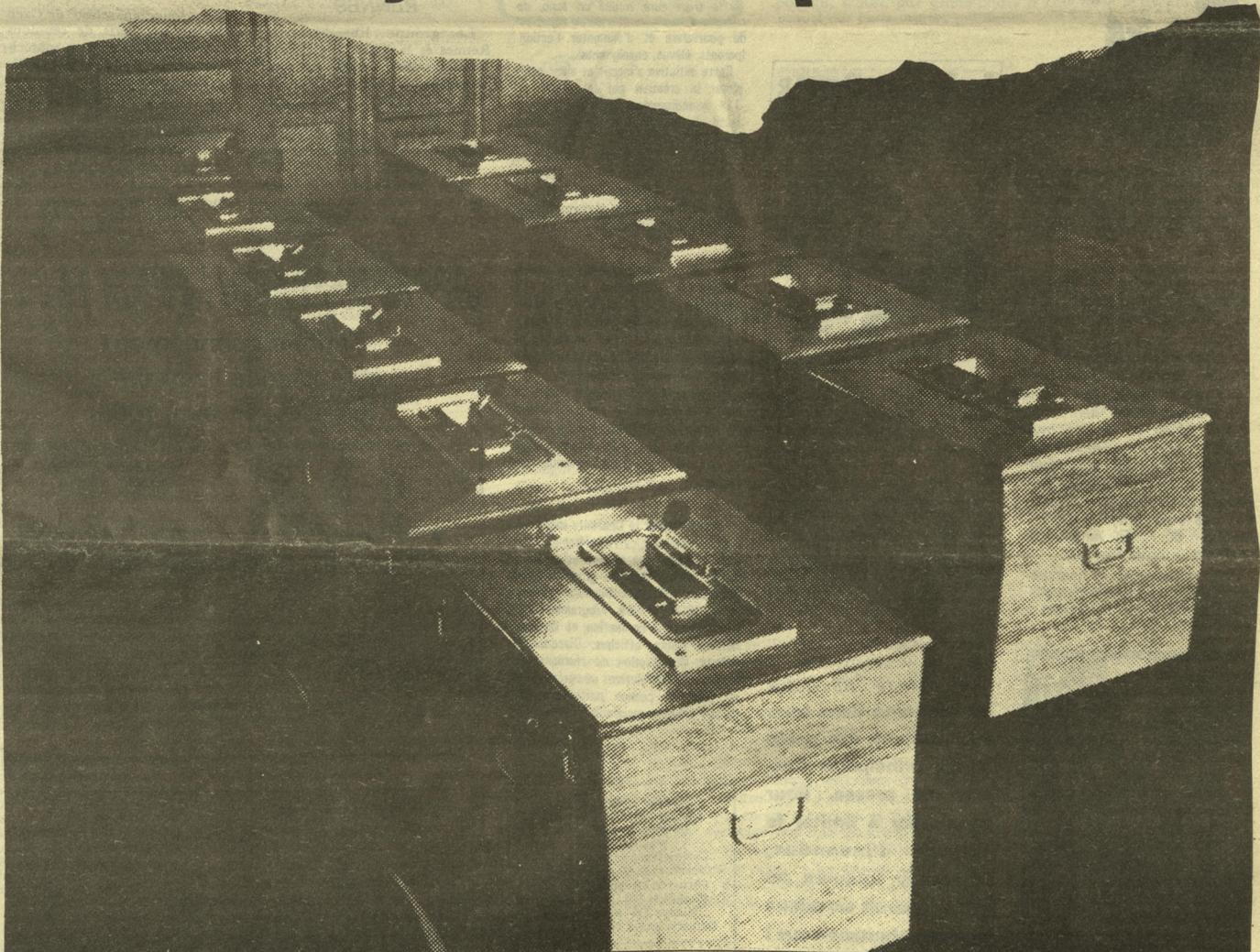
adhérente à l'I.F.A.

N° 477 JEUDI 3 MARS 1983 8,00 F



droite ou gauche,

c'est toujours l'exploitation !



Fop 2520-

NON



A LA TRIQUE MILITARISTE!

FAISONS ABROGER
LE PROTOCOLE D'ACCORD
"ARMEE/EDUCATION"

FEDERATION ANARCHISTE
145, rue Amélot 75011 Paris

Affiche éditée par le Secrétariat aux relations extérieures de la FA. Format : 92 x 65. Prix : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de dix exemplaires.

...droite... gauche... droite... gauche... droite... gauche...

MUNICIPALES

*Ne manchez plus
au pas électoral!*

Dans les villes, dans les entreprises
gérons nous-mêmes nos affaires!

Groupes du Marais de la Fédération anarchiste
145, rue Amélot, 75011 Paris. Tél. 805-34-08

Autocollant édité par le groupe du Marais de la FA. Prix : 2 F l'unité ; 0,40 F à partir de 10 exemplaires.

*Le pouvoir est maudit,
c'est pour cela que je suis
anarchiste!*



Poster de Louise-Michel édité par le groupe Michel Bakounine. Format : 45 x 60. Impression noir sur fond rouge. Prix : 10 F pièce ou 7 F à partir de 10 exemplaires. En vente à Publico.

Pierre-Joseph Proudhon :
Philosophie de la misère
Karl Marx :
Misère de la philosophie
(annoté par Proudhon)

La plus célèbre polémique du mouvement social vient enfin d'être éditée en version intégrale par le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste. A ce jour, en effet, aucune édition complète n'avait été réalisée. Prix des trois tomes : 150 F ; chaque : 60 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Pour nous aider à financer cette édition, le poster ci-dessous a été tiré. Prix : 5 F, format : 58 x 45,5.



Etre gouverné

c'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être rançonné, exploité, monopolisé, mystifié, volé, puis, au premier mot de plainte, jugé, condamné, emprisonné, fusillé, déshonoré...

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amélot 75011 Paris

TOUTE ELECTION
EST LA SOUMISSION

chacun doit pouvoir
décider
dans sa vie

REVOLUTION
AUTOGESTION
FEDERALISME

FEDERATION ANARCHISTE

Affiche éditée par le groupe Albert Camus de Toulouse, en deux couleurs (noir et rouge). Prix : 5 F l'unité ; 0,60 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

LA VOIX DU PEUPLE

Journal hebdomadaire gratuit de la Fédération Anarchiste
Organe de la Collaboration Libertaire du Travail

Région de Santé de Normandie chez ses parents

Ah! Jean-Jaques! tu as tiré sur le Peuple!

Poster édité par le groupe Sacco-Vanzetti. Format : 40 x 50. Prix : 25 F. En vente à Publico.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amélot, Paris-11^e (m^o République), tél. : 805.34.08.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous!

COMMUNIQUÉS

• Les militants des groupes Louise-Michel et Albert Libertad de la FA tiennent désormais une table de diffusion de presse anarchiste où sont disponibles, outre *Le Monde libertaire*, brochures éditées par les différents groupes de la FA, journaux antimilitaristes, livres, tracts, etc. Tous les dimanches, de 10 h à 12 h, au marché du Poteau, dans le 18^e. D'autre part, une vente du ML se tient tous les jeudis à la gare Saint-Lazare (galerie marchande), de 17 h 30 à 18 h 30.

• Le groupe Orsay-Bures change de nom, du fait de ses activités géographiques plus larges. Nous avons décidé de prendre la dénomination suivante : groupe Emile Pouget (vallée de Chevreuse) et nous invitons tous les sympathisants anarchistes de la région à nous contacter par l'intermédiaire de RI.

• Dans le cadre de l'action contre l'accord Henu/Savary entamée par le cartel d'organisations dont la FA fait partie, le groupe Malatesta demande aux camarades, adhérents de la FA ou sympathisants fréquentant des établissements scolaires dans la zone géographique décrite ci-après de se réunir le vendredi 4 mars, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-20^e (m^o Philippe-Auguste). Cette réunion a pour objectifs :

- la répartition, entre tous les camarades concernés, de la distribution du tract commun « Pas d'armée à l'école », afin que tous les établissements soient informés du caractère néfaste de ce protocole ;
 - la création, dans les établissements où le tract aura trouvé un écho, de comités d'étudiants libertaires capables de poursuivre et d'alimenter l'action (parents, élèves, enseignants).
- Cette initiative s'inscrit et vient compléter la création par le groupe du 11^e arrondissement de Paris du collectif de coordination parisien contre l'accord Henu/Savary.
- Région : Saint-Denis, Villetaneuse, Epinay, Saint-Ouen, Clichy, Levallois, Courbevoie, Asnières, Bois-Colombes, Villeneuve-la-Garenne (éventuellement l'université de Nanterre).

• Le groupe FA du Morbihan tiendra des permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray. Des livres et des revues provenant de la librairie du Monde libertaire y seront exposés et prêtés gratuitement.

En outre, ce groupe appelle toutes les personnes intéressées par l'abrogation du protocole d'accord Henu Savary (armée-école) à prendre contact avec lui aux jours et heures indiqués ci-dessus.

• Vous habitez la Charente maritime. Vous ne tolérez plus l'intolérable. Vous voulez changer les choses et la vie... Prenez contact avec le groupe Michel Bakounine, BP 284, Rochefort cedex, tél. : (48) 47.67.39. Programme des réjouissances : confection et distribution de tracts, affiches. Discussions. Débats. Organisation de réunions publiques. La révolution au présent et au quotidien comme partie prenante de la révolution sociale libertaire.

Rédaction-Administration
145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

COMMUNIQUÉS

• Les libertaires intéressés par la création d'un groupe FA à Avignon et ses environs peuvent prendre contact avec le RI qui transmettront.

• En vu du prochain gala de soutien du groupe de Marseille, toute personne intéressée (artistes, musiciens, etc.) pour participer au spectacle est invitée à prendre contact avec le groupe lors de sa permanence du samedi, de 14 à 17 h, au 3, rue Fontaine de Caylus (dans le Panier), ceci afin de discuter des conditions de participation. Faites passer le mot!

• Le groupe de Tours assure une vente du *Monde libertaire* le samedi, de 15 h à 17 h, rue de Bordeaux.

• Le groupe du 3^e arrondissement de Paris vend *Le Monde libertaire* tous les dimanches matin, de 10 h à 12 h, au marché du 3^e arrondissement de Paris (marché des Enfants rouges), rue de Bretagne (m^o Temple).

Le groupe Louise-Michel vient d'éditer une brochure : *Des municipalités à la commune libertaire*, aux éditions La Rue. Au sommaire : *La Société contre l'Etat* ; *Les Expériences alternatives* ; *La Place de la commune dans la société française* ; *L'Intervention des anarchistes aujourd'hui*. Prix : 14 F. En vente à Publico.

RENNES

Le groupe libertaire de Rennes et la FREE organisent, le dimanche 6 mars, un gala anti-électoral. Celui-ci aura lieu à la salle de la Cité de Rennes. Au programme :
- à 14 h 30 : Higinio Mena, chanteur-compositeur argentin ;
- 16 h : débat ;
- 18 h : Gérard Delahaye, chanteur.

ANGERS

Le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste organise du lundi 14 au samedi 19 mars 1983 une *Semaine sur le livre anarchiste*, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers, 49000 Angers.

- Nombreux livres sur l'anarchisme en vente à la librairie.
- Exposition permanente dans la seconde salle sur cent ans de presse anarchiste.
- Conférences-débats à 20 h 30, à la librairie :
- lundi 14 mars : Serge Livrozet parlera de la prison.
- Mardi 15 mars : Maurice Poperen parlera de l'histoire du mouvement ouvrier en Anjou.
- Mercredi 16 mars : Alexandre Skirda parlera de Makhno et de la Révolution russe.
- vendredi 17 mars : Thierry Flammant parlera de l'Ecole émancipée et des origines du syndicalisme enseignant.

Pour tout renseignement, téléphoner au 16 (41) 88.93.58.

SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne organise un meeting-débat sur le thème : *Les Anarchistes et les élections*, le vendredi 4 mars, à 20 h, à la Bourse du travail, cours Victor Hugo (salle au tableau).

CAEN

Le groupe anarchiste de Caen organise une série de réunions à l'occasion des élections municipales, à la MJC de Hérouville (Les Belles Portes) :

- le 11 mars, au ciné-club de la MJC, projection du film : *La Cécilia*, suivi d'un débat sur : *Le Fédéralisme et l'organisation de la commune*.
- du 11 au 18 mars : exposition sur la Commune de Paris.

Tarifs d'abonnement au « Monde libertaire » jusqu'au 1^{er} avril 1983

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Renouvellement Achat moment de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Reglement le jour du bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

TARIFS ABONNEMENTS AU 1/4/83 (TVA COMPRISE)

	France	Sous plis fermé	Etranger
13 n°	85 F	95 F	120 F
25 n°	155 F	180 F	230 F
50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F

en bref...en bref... en bref...en bref...

• Le COT (Collectif d'objecteurs tarnais) organisera un week-end d'information et d'organisation d'un lien solide entre tous ceux qui luttent contre l'accord Henu/Savary. Ce week-end est ouvert à tout le monde dans le cadre d'une perspective de lutte plus large. Pour connaître l'ordre du jour et l'organisation de ces deux jours qui se dérouleront à Cormaux, dans le Tarn, au Château de la Verrière, les 19 et 20 mars, il faut soit écrire au COT, BP 229, 81002 Albi Cedex, soit téléphoner le mercredi, entre 15 h et 19 h, au 16 (63) 38.39.55. Si des personnes ne pouvant se déplacer ces jours-là désirent participer quand même, le COT leur signale qu'ils peuvent envoyer leurs contributions par écrit.

• Un collectif d'information sur les accords Henu/Savary s'est créé sur Brest et le Finistère. Il regroupe pour l'instant la Libre Pensée, le Collectif antimilitariste, la Fédération anarchiste, l'Association du livre de la paix, le Mouvement Freinet, l'Ecole émancipée. Pour joindre le collectif : c/o Libre Pensée, 1, rue Proudhon, 29200 Brest ou bien participez aux réunions les seconds et quatrièmes mardis du mois, au Centre social de Pen-ar-Chrech, rue du Professeur-Chrétien, à 20 h 30, à Brest.

• Un comité de soutien contre le protocole d'accord Henu/Savary vient de se créer sur Toulon et sa région. Il invite la population varoise à combattre ce fléau qu'est le militarisme. Permanences, le samedi, de 16 h 30 à 18 h 30, au cercle Jean Rostand, rue Montebello, à Toulon.

• La réunion du comité parisien de soutien au Coral s'effectue tous les lundis, de 19 h 30 à 21 h, au 46, rue de Vaugirard, Paris-6^e. De plus, une diffusion du Feuilleton du Coral est faite sur les marches du palais de Justice, de 13 h à 16 h, tous les mercredis, et ceci malgré la police.

• Le numéro 8 d'Infos et analyses libertaires est paru. Au sommaire : élections municipales, protocole d'accord Henu/Savary, écoles privées et laïques, l'affaire du Coral, les prud'hommes, le congrès de la CNT espagnole, occupation d'une ferme, rencontre CNTF/CFDT dans les PO, etc. Le numéro coûte 4 F (plus frais de port). Vous pouvez vous abonner : 5 numéros : 30 F (port compris) — ou plus, si vous voulez. Le chèque est à établir à l'ordre de C. Fleuriot et à adresser à : CES, BP 4030, 34325 Béziers cedex. Infos et analyses libertaires est édité par le Groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan et le groupe FA de Béziers.

• Le Groupe d'action et d'étude libertaire de Clermont Ferrand organise, le 4 mars, au 8 rue de l'Ange, une conférence-débat sur le thème : *La Condition pénale et les révoltes dans les prisons*, avec la participation d'un ancien usagé de ces lieux.

• La prochaine assemblée générale de la Coordination nationale antimilitariste se tiendra à Bordeaux, du 12 au 13 mars. Pour vous faire parvenir l'ordre du jour ou d'autres renseignements, écrivez à : GRAA Bordeaux, c/o l'En-Dehors, 46, rue du Mirail, 33000 Bordeaux.

• La pensée libertaire s'exprime toujours les vendredis, de 20 h à 21 h 30, sur Radio-Village (98,7MHz). Vendredi 25 mars : Louis Capart.

• Michel Noury, militant libertaire, a été arrêté le mercredi 26 janvier. Son numéro d'écran est le : 213-699-C305. Michel était objecteur et l'Etat n'aime pas les objecteurs, et sa seule réponse est la répression. Alors, écrivez-lui pour le soutenir. Téléphone de l'avocat : M. Serge Riquier : 543-23-89. Adresse de la prison de la Santé : 42, rue de la Santé, 75014 Paris.

• Paul Lambinet, lui, est insoumis, et au cours d'une fête de soutien à la localité en lutte contre le nucléaire, à savoir Chooz, Paul s'est fait arrêter, le 8 février. Aussitôt en prison, il a entamé une grève de la faim soulignant ainsi sa détermination face à l'armée. Pour lui écrire : Paul Lambinet, locaux d'arrêt : quartier Maginot, 2 R.C., 55108 Verdun.

• Un Groupe de recherche et de réflexion sur l'armée et la militarisation (GRAM) vient de se constituer à Saintes (Charentes maritimes). Il mène actuellement une campagne d'information sur l'objection de conscience. Ce groupe antimilitariste souhaite élargir ses activités. Pour tout contact, écrivez à : GRAM, local « Trait d'union », 4, rue Saint-Michel, 17100 Saintes.

• Le Collectif antimilitariste de Brest vient de changer d'adresse. Il est désormais possible de les contacter à l'adresse suivante : CAM, c/o ADPL, 29277 Brest Cedex.

• Le groupe antimilitariste « Geronimo » s'est doté d'une boîte postale. Pour le contacter, écrivez à : « Geronimo », BP 5, 91190 Gif-sur-Yvette.

• Quatre instituteurs de Côte d'or, ayant effectué leur deux ans de service civil, après avoir obtenu leur statut d'objecteur, ont réintégré leur travail dans la fonction publique avec quelques surprises. Effectivement, l'administration s'étant trompée dans son calcul d'ancienneté de service qu'elle avait établi durant la période de service civil, elles les a rétrogradés, c'est-à-dire qu'elle a baissé leur barème, entraînant ainsi une baisse de salaire, deux ans de plus à travailler pour obtenir la retraite dans les mêmes conditions, et des difficultés en cas de changement de poste. Les quatre objecteurs protestent énergiquement. Affaire à suivre.

Sommaire

PAGE 2 Activités des groupes FA
PAGE 3 En bref
Editorial
Opposition à la loi Savary, Seligman...
Amis lecteurs
PAGE 4 Automobile...
Aulnay, Flins... et la politique
PAGE 5 Interview de Claude Sigala
L'IME d'Argenteuil
PAGE 6 De la loi Auroux...
PAGE 7 La délinquance
PAGE 8 Rumeurs en RDA
La mort de Dimi...
En URSS
Espagne : dernière heure
PAGE 9 Informations internationales
PAGE 10 L'organisation de l'Internationale
PAGE 11 Sélection radio-TV
Invités de Radio-Libertaire
Cinéma
Les affreux de la création
PAGE 12 La grande illusion des municipales

COMMUNIQUÉ

La Fédération anarchiste proteste contre l'arrestation, le vendredi 25 février 1983, de Jean Lapeyrie, membre du CAPJ, qui participe depuis de nombreux mois au comité de soutien au Coral.

La justice entend bien, au travers de cette affaire, déstabiliser toutes les organisations et les personnes qui œuvrent pour éclairer l'opinion publique sur le véritable rôle pédagogique des lieux de vie et sur l'inculpation des inculpés du Coral. La Fédération anarchiste demande la levée de l'inculpation et la libération de Jean Lapeyrie.

Fédération anarchiste

COMMUNIQUÉ

La Fédération anarchiste se félicite de la libération, le mercredi 23 février 1983, de Claude Sigala, directeur du Coral, inculpé depuis plusieurs mois sur des témoignages douteux.

La responsabilité de cette affaire, qui aura su tenir l'image constructive et positive des lieux de vie, revient en partie à une certaine presse, plus soucieuse de l'information spectaculaire que de la vérité.

La Fédération anarchiste, au sein de ses organes d'expression : *Le Monde libertaire* et *Radio-Libertaire-Paris*, continuera à soutenir les autres inculpés des lieux de vie.

Fédération anarchiste



Editorial

EN Belgique, on défend le pouvoir d'achat des travailleurs. Samedi dernier, à l'appel des deux grandes centrales syndicales (FGB et CSC), qui n'avaient fait front commun depuis belle lurette, se sont rassemblés plus de cent mille travailleurs à Bruxelles. Et cela contre la politique d'austérité du gouvernement de Welfred Martens. Normal, pour un syndicat, de défendre les intérêts concrets des travailleurs ! Nous, on aimerait bien que du côté français, on revienne à cette vision élémentaire des choses ! Seulement voilà, chez nous, la gauche est au pouvoir et tout ce qu'elle fait doit être accepté sans grogner ! L'austérité de gauche préconisée par le syndicaliste eurocommuniste italien Bruno Trentin a fait des adeptes chez nous ! Nous on croirait plutôt que ces conceptions ont toujours été dans la tête de certains...

Ces jours-ci, on convoque une fois de plus le peuple souverain à mettre son bulletin dans les urnes pour les municipales. Qu'en ressortira-t-il de concret ? Le sentiment d'avoir compté des voix pour ou contre une politique gouvernementale d'austérité ? Peut-être ; un simple référendum en quelque sorte... Mais pour les problèmes de la cité, rien ne sera changé ; que ce soit X ou Y, les problèmes locaux passent après la position stratégique ou non sur l'échiquier politique. Ce qui compte pour ces gens-là, c'est de faire de la publicité pour la grande machine électorale, pas de s'occuper du problème social !

On nous dit que refuser de voter aux municipales, c'est favoriser le retour de la droite, annihiler l'essor de toute idée progressiste. Pour nous, les faits sont têtus et nous jugeons sur pièces, et ce que d'aucuns appellent « les idées de la droite » encombrant amplement les couloirs et les bureaux ministériels.

Nous sommes contre tous les capitalismes, privé ou d'Etat ; pourquoi mettrions-nous le doigt dans un engrenage qui tend à nous broyer ?

Le gouvernement des hommes devrait faire place à l'administration des choses. La société future devra élaborer une nouvelle cellule initiale qui, quel que soit le nom qu'elle portera, n'aura pas grand-chose à voir avec le grenouillage actuel des états-majors politiques.



Opposition à la loi Savary, Seligman, Ralite

La grève des étudiants en médecine, qui avait démarré spontanément au CHU Saint-Antoine, le vendredi 11 février, s'est étendue à la majorité des CHU parisiens au cours de la semaine suivante. Le jeudi 16 s'est tenue une première réunion de délégués inter-CHU.

Cette grève a été lancée contre la loi du 23 décembre 1982 qui prévoit un examen obligatoire en fin de second cycle des études médicales, examen qui doit valider ce second cycle. La loi prévoit que le nombre de places retenues pour ce concours déguisé dépendra de la densité médicale propre à chaque académie et qu'il sera fixé par commission (par qui et comment ?). Mais cette loi ne précise pas combien de fois les étudiants pourront se présenter à ce concours (le décret actuellement en préparation prévoit qu'ils pourront se présenter deux fois).

Ce mouvement de grève se veut d'abord « apolitique », c'est-à-dire que toutes les tendances peuvent se regrouper en son sein et qu'il refuse toute tentative de récupération de la part d'un mouvement syndical.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, sept CHU parisiens sont actuellement en grève reconductible en AG toutes les vingt-quatre heures. Cette grève s'étend aux stages de garde (pour les externes) et aux cours (pour PCEM2, DCM1, DCEM2, DCEM3, DCEM4). Au CHU Broussais, les grévistes ont bloqué les caisses de l'hôpital pour les consultations externes. D'autres types d'action ont été décidés dans certains CHU, mais n'ont pas encore été mis en pratique.

Ces différentes actions ont convergé vers une manifestation qui a eu lieu le 22 février. Le texte voté majoritairement par les délégués à la commission inter-CHU précise que : « les étudiants en médecine s'opposent à la création d'un examen qui les classe et qui valide obligatoirement l'obtention du second cycle des études médicales ».

AMIS LECTEURS

COMME nous vous l'avions annoncé le 17 janvier, nous sommes contraints de fixer le prix de vente de l'exemplaire à 8 F, dès ce numéro du *Monde libertaire*. Cette décision nous est imposée par le train de hausses sévissant, depuis la libération des prix, chez tous nos fournisseurs et prestataires de services : papeterie, imprimerie, transport ou distribution.

Nous sommes donc obligés de répercuter ces augmentations sur le prix de vente du numéro, car notre situation financière précaire ne résisterait pas longtemps à une telle charge supplémentaire. Dans le passé, nous avons souvent fait appel à vous, jamais en vain, pour franchir une passe difficile. Aujourd'hui, nous ne devons perdre aucun lecteur et nous comptons sur tous pour nous aider.

Pour nous soutenir et profiter du tarif actuel, abonnez-vous dès maintenant, avant le 1^{er} avril.

Les administrateurs
P. BÉDOS — J. RÉMOND

Rolf RENOUARD

AUTOMOBILE : UNE GRÈVE PEUT EN CACHER UNE AUTRE !

MÊME s'il est trop tôt pour faire le bilan complet des actions récentes de cette importante branche industrielle, il paraît important de comprendre pourquoi elles tranchent sur l'atmosphère (mo) rose encombrée de discours patronaux, gouvernementaux ou syndicaux sur la nécessaire rigueur ou le tout-puissant consensus, qui se ressent presque partout chez les travailleurs aujourd'hui.

Repeindre la grille...

Le problème des classifications est toujours présent dans les industries qui, telle l'automobile, utilisent le travail à la chaîne et nécessitent l'exploitation d'ouvriers spécialisés (OS).

Des revendications telles : « le coefficient 185 pour tous », « cinq points supplémentaires » apparaissent très souvent.

L'art des directions — privées ou nationalisées — consiste à ne les accorder qu'à certaines catégories et à les accompagner de conditions de présentisme, d'ancienneté...

De toute façon, il est évident que le système capitaliste ne peut accepter de voir remise réellement en cause la sacro-sainte « grille des classifications » qui garantit une division sociale entre les travailleurs. Tout au plus peut-on repeindre quelques barreaux de couleurs plus gaies...

Votre force de travail m'intéresse

La mécanisation et la robotisation n'ont guère amélioré les conditions de travail qui restent très dures dans de nombreux postes et s'aggravent souvent avec l'augmentation des cadences.

Les propositions des directions vont dans le sens de « primes de nuisance » (cas de la peinture à Renault-Flins et à Renault-Billancourt).

Pourtant, il est rarement question de supprimer les postes dangereux pour la santé. Compétitivité oblige.

Cependant, régulièrement, de nombreuses revendications apparaissent en ce domaine et font l'objet de conflits souvent importants.

Le salaire de la sueur

Il est toujours difficile de remettre fondamentalement en cause la sacro-sainte hiérarchie des salaires, gage de stabilité sociale, chacun pouvant trouver au-dessous de lui des plus malheureux et au-dessus des lendemains qui chantent, à condition d'être bien sage et de bien travailler.

Mais, au-delà des revendications sectorielles, les peintres de Flins, les travailleurs de l'électrolyse et du centre livreur réclamaient une augmentation de « trois cents francs pour tous ».

A voir monter péniblement les contre-propositions patronales dans le conflit (120 F, 155 F...), on a eu trop tendance à oublier qu'elles correspondaient en fait à des primes — souvent inventées pour l'occasion — spécifiques à ces secteurs, pour éviter de généraliser à tous les travailleurs de la régie.

La popularité de telles revendications a cependant, depuis quelque temps, amené la direction de la RNUR à accorder une (faible) partie des augmentations générales en sommes égales pour tous. Mais ne rêvons pas, le salaire unique n'est pas en vue !

Il faut savoir démarrer une grève

Plusieurs actions, notamment à la régie Renault ont eu le caractère de grèves sectorielles. La très grande majorité des travailleurs d'un ou de plusieurs secteurs arrêtent le travail, entraînant souvent le blocage d'une partie de l'usine.

ce qui est relativement nouveau est que les autres travailleurs, malgré le chômage technique, ne sont pas hostiles au mouvement, évitant un isolement qui, lors de la grève des presses à Flins il y a quelques années, avait conduit au licenciement des grévistes les plus combattifs. Au contraire, la détermination des travailleurs des secteurs en grève s'en est trouvée renforcée et a souvent permis des résultats très positifs.

D'autres actions assez originales ont eu lieu dans des usines où les grandes grèves de l'année dernière ont permis aux travailleurs d'échapper au flicage de la CSL et de découvrir l'action collective (Talbot Poissy, Citroën Aulnay). Si on retrouve parfois des actions dans un secteur, c'est pour expulser un militant de la CSL imposé par la direction (Talbot Poissy).

Les actions impliquent en général de très nombreux travailleurs qui découvrent la joie de lutter tous ensemble. A Talbot Poissy par exemple, lors d'une journée de chômage technique imposé par la direction, de nombreux travailleurs sont venus travailler et ont produit plusieurs dizaines de véhicules sous leur propre contrôle.

Un autre indice de la volonté des travailleurs apparaît en dehors des périodes de grève. C'est ainsi qu'à Citroën Aulnay, pour protester contre l'augmentation des cadences, les travailleurs appliquent strictement le règlement ; ainsi, si une pièce n'est pas dans les normes, ils la refusent, alors qu'auparavant leur savoir-faire leur permettait souvent de s'en accommoder. Le pourcentage de véhicules refusés au contrôle en bout de chaîne et donc recyclés a pris des proportions très importantes... La grève du zèle n'est pas limitée aux seuls douaniers !

Réprimer, raisonner, contrôler ?

Les directions hésitent sur la pratique à suivre : décréter rapidement le lock out (Renault Flins) en espérant un « pourrissement », négocié du bout des lèvres, réprimer franchement (Citroën Aulnay).

En effet, les motivations des travailleurs sont profondes et incluent sans doute une forte déception vis-à-vis du gouvernement de gauche.

La proximité des élections municipales a sans doute peu d'impact sur des travailleurs immigrés qui n'ont pas le droit de vote.

Les sections PS dans l'automobile ont d'ailleurs montré leur désarroi, condamnant pratiquement « l'agitation » au départ,

pour ne s'y rallier souvent que du bout des lèvres par la suite.

Alors les bonnes vieilles recettes ont été appliquées : l'appel au racisme. C'est ainsi que la CGT a accusé les immigrés de ne pas tenir compte de l'intérêt national et Mauroy d'être manipulés par des intégristes religieux !

Ces « braves gens » passent bien entendu sous silence le fait que les travailleurs français impliqués dans les actions étaient aussi déterminés que leurs camarades immigrés.

Mais que font les syndicats ?

On pouvait croire, en voyant cette vague d'actions se dérouler dans l'industrie automobile, qu'un vaste plan syndical existait dans ce secteur. Eh bien non, la seule vérité est tout autre. Même si elles n'ont pu le déclarer officiellement, les fédérations et confédérations CGT et CFDT (seules organisations impliquées réellement dans les conflits) ont vu tout cela d'un très mauvais œil. On a même pu entendre qualifier de « débilés » ces grèves bouchon.

Quant aux sections syndicales dans les entreprises, si elles ont en général appuyé les mouvements, elles ne les ont en tous cas pas prévus, ni réellement contrôlés. D'autre part, la proximité d'élections syndicales interdisait de se couper des travailleurs. Par le passé, la CGT, pour avoir cassé certaines actions, y avait laissé pas mal de plumes.

Même s'il n'y a pas eu de stratégie syndicale, on ne peut affirmer qu'il n'y ait pas eu de coordination naturelle des actions. En effet, beaucoup de travailleurs immigrés habitent dans des foyers, et les nouvelles vont vite... Cela s'était déjà vérifié lors des grandes grèves de l'année dernière.

Des travailleurs incontrôlés, mais organisés, comment les remettre au pas ? Il semble que le patronat et le gouvernement s'orientent vers la répression. Ainsi, à Citroën Aulnay, les licenciements de la direction sont complétés par une enquête judiciaire à la demande du gouvernement.

Retour aux sources du syndicalisme ?

La venue de la gauche au pouvoir aura au moins eu l'avantage de prouver la faillite du syndicalisme réformiste pour défendre réellement les intérêts des travailleurs. Un des aspects importants du secteur (atelier, chaîne...), là où les travailleurs se connaissent bien, où leur cohésion est plus facile à réaliser. Cette tendance transparaît dans la création de délégués de chaîne pendant la grève de l'année dernière à Talbot Poissy. Cela rappelle les délégués d'atelier italiens, les « shop steward » anglais et aussi ce qui a fait la force de Solidarność. Quand il s'agit de lutter réellement, les travailleurs retrouvent naturellement les formes d'organisation de l'anarcho-syndicalisme.

Serge

AULNAY, FLINS... ET LA POLITIQUE

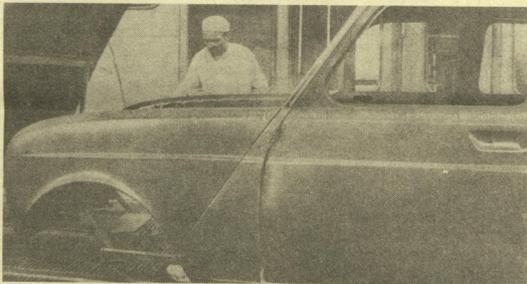
LES dernières grèves qui ont eu lieu dans l'industrie automobile sont riches en enseignements. Tout d'abord, le patronat français a pu vérifier dans la pratique que les travailleurs pouvaient s'organiser pour défendre leurs intérêts immédiats : la main-d'œuvre docile qu'ils croyaient avoir embauchée se syndiqua de manière offensive. L'autre leçon à tirer est l'attitude du gouvernement et des médias confondus qui, au nom du profit capitaliste tout comme de l'opportunisme législatif, maquillent les faits pour mieux escamoter les problèmes.

Quand le processus de fabrication dans l'imprimerie était basé sur le plomb, la manipulation de ce métal provoquait souvent une maladie : le saturnisme. C'était reconnu comme maladie professionnelle et la médecine du travail était tenue de dépister les symptômes. Mais dans l'industrie automobile, les maladies professionnelles, personne ne veut en entendre parler. Asthmes chroniques, irritations de l'appareil respiratoire (poussière, fibre de verre), problèmes lombaires, oxyde de carbone dans le sang... sont autant de maladies professionnelles non reconnues par le patronat tout comme la Sécurité sociale. Un ponceur, par exemple, travaille 90% du temps en situation de contrainte articulaire forte, d'où « usure » à son travail, problèmes articulaires et respiratoires (1). Mais l'industrie automobile n'a pas prévu une amélioration des conditions de travail ; elle a prévu une rotation de personnel « frais » qui rentabilise l'entreprise et augmente les profits. Où en est l'enquête sur la longévité des retraités de l'automobile ?

Il est plus facile pour les médias d'expliquer que cela ne va pas bien pour l'industrie automobile-française parce qu'une majorité de ses ouvriers sont des immigrés que de faire le procès des conditions de travail chez Matra ou Talbot ! Le problème ne se restreint pas un à face à face Français-Immigrés, il est plutôt dans l'opposition Ouvrier spécialisé/Ouvrier professionnel.

Depuis le 10 mai 81, il y a eu de nombreuses grèves dans l'automobile, mais les médias les avaient curieusement laissées dans l'ombre... Pourtant, l'année dernière, les caristes de Renault-Flins étaient français en majorité. Mais l'Etat-patron et les médias ont plus intérêt à dénoncer le vilain travailleur immigré qui ne se sent pas partie prenante dans l'effort de production nationale qu'à avouer que sous un régime de gauche et dans des entreprises nationalisées (2) les conditions de travail puissent être déplorables.

On a aussi voulu nous montrer le tableau idylliquement schématique d'une CGT « méchante », responsable de violences à Citroën Aulnay et d'une CFDT « gentille », les choses se passant mieux à Renault-Flins.



Tout d'abord, remarquons que cela va bien dans les intérêts du conglomérat CFDT-PS qui manie concertation et lutte de classes comme un alchimiste dans son laboratoire. Et cela masque totalement la vérité. En effet, si l'on pousse plus avant, c'est plutôt la CFDT-Flins qui mène sa politique en dehors des sentiers battus que la CGT-Aulnay, qui reste dans la ligne CGT. N'importe quel syndicat ouvrier à Aulnay serait obligé d'avoir un tant soit peu recours à la violence (3). Après les années de dictature de la CSL, maintenant minoritaire, il est évident que la direction fait tout pour mettre de l'huile sur le feu. A côté de cela, Krasucki, dans ses interventions, insiste sur le côté « responsable » de la CGT qui a « entrepris un certain nombre d'initiatives en direction des instances publiques, des personnalités concernées, afin de favoriser une solution négociée ». Alors qu'à la CFDT-Flins, ce sont les grévistes eux-mêmes qui ont négocié avec la direction. L'intervention parachutée de permanents de la confédération du square Montholon n'a pas été positivement appréciée, c'est le moins qu'on puisse dire... Les étiquettes syndicales n'entraînent pas pour les travailleurs immigrés l'acceptation sous réserve des orientations élaborées dans les bureaux confédéraux, le sommeil de certains membres dirigeants de la CFDT doit être agité !

Quoi qu'il en soit, CGT ou CFDT, le droit syndical élémentaire est menacé à Aulnay et à Flins. Concernant le licenciement des délégués, tout est entre les mains de l'inspection du travail, donc du ministre du Travail, Auroux. Il est probable que la décision trahira jusqu'après les municipales. Les directions syndicales réagissent dans les faits assez mollement. Pour la CGT-Aulnay, si une solution positive n'est pas trouvée dans les jours prochains, les travailleurs « se verraient contraints de recourir à une expression massive de leur volonté de voir annuler les licenciements et ouvrir les négociations ». Les termes sont pesés, le mot grève n'est pas prononcé, les municipales sont là !

Dans toute cette affaire, les directions syndicales CGT/CFDT se sont observées du coin de l'œil pour voir jusqu'où l'autre irait dans le soutien aux travailleurs immigrés luttant contre la politique d'austérité gouvernementale. Leurs arrière-pensées n'étaient pas syndicales, mais politiques. La seule chose positive, c'est que les travailleurs immigrés ont pris conscience de leur force quand ils sont organisés. Qu'ils le soient à la CGT ou à la CFDT n'a pas d'importance. La solution du problème social est ailleurs !

Fernand BERNARD

(1) Sans parler des cadences, du travail à la chaîne...

(2) Les nationalisations, selon certains, seraient un vieux rêve ouvrier... L'étatisme a la vie dure !

(3) On parle toujours des « excès » de la violence ouvrière, beaucoup moins de celle des patrons.

L'AFFAIRE DU CORAL

Claude Sigala est libre et il raconte...

LES principales péripéties de l'incarcération de Claude Sigala sont bien connues de nos lecteurs, en particulier sa libération-surprise le mercredi 23 février. Le samedi 26, il est venu nous rencontrer pour donner sa version personnelle des événements. Le contenu de cet entretien à bâtons rompus est condensé dans l'interview ci-dessous.

— **Le Monde libertaire** : Quelle est ta première réaction après ces cinq mois d'enfermement injustifiable et injustifié ?

— **Claude Sigala** : Dès les premiers jours de ma détention, j'ai été ahuri par le fait que je devais faire la preuve de mon innocence. Contrairement au droit français, tout prévenu est supposé coupable et non innocent. Ceci est vrai d'ailleurs au sein de l'opinion pour qui, même dans des milieux dits révolutionnaires, la Justice est une dame respectable qui ne peut pas se tromper. Alors que mon courrier était saisi et que par exemple j'ai eu énormément de mal à contacter Radio-Libertaire ! Assez rapidement, j'ai refusé de jouer le jeu traditionnel de la connivence accusé-avocats-magistrats et j'ai choisi une stratégie de rupture, entre autres la divulgation de mon dossier à l'extérieur, ce qui est le droit élémentaire de tout inculpé. Un inculpé n'a pas à respecter le secret de l'instruction ! C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à deux de mes avocats de cesser leur travail de défenseurs. Je tiens à préciser pour les lecteurs du M.L. que ces avocats ne m'ont jamais abandonné, comme l'a imprimé la « grande » presse, mais nous nous sommes séparés d'un commun accord.

Au niveau de l'anecdote, je peux ajouter que j'ai reçu beaucoup d'offres de services de la part de nombreux avocats flairant la bonne affaire...

— **M.L.** : Quel est l'acte qui a provoqué ta libération ?

— **C.S.** : En complément à toute l'action de soutien que j'ai reçue de la part du mouvement libertaire, du CAPJI, des boutiques de droit, etc., j'ai rédigé un mémoire adressé à la chambre de mise en accusation, procédure prévue par le Code pénal, mais jamais utilisée. Il est probable que cette solution constitue une grande première en France... et ceci après que j'ai déposé au moins cinquante demandes de libération conditionnelle et non trois ou quatre comme cela a été écrit.

— **M.L.** : Si l'on remonte à l'origine de l'affaire, comment expliques-tu son déclenchement ?

— **C.S.** : J'en suis réduit aux hypothèses. Mais j'en avancerai deux, de caractère politique. La première, contestable, est que l'affaire du Coral a été déclenchée

deux jours après la divulgation des manipulations immobilières de Jacques Chirac. Certains membres de l'opposition, encore en place dans l'administration, ont pu déclencher « l'affaire du Coral » comme contre-feu.

La deuxième est relative à nos rapports avec l'administration. Curieusement, une circulaire normalisant ces rapports devait sortir avec un contenu entérinant le mode de fonctionnement des lieux de vie. C'est-à-dire, pour être clair, respectant notre mode de vie libertaire et autogestionnaire. Eh bien, cela l'Etat français ne pouvait pas le supporter. Tout ce que l'on demandait, c'est qu'on « nous fiche la paix ! » Ça, c'est plus qu'un Etat ne peut accepter. Pour lui, des espaces de liberté réels sont inconcevables. D'ailleurs, la circulaire, prévue pour septembre, et enfin publiée en février, est évidemment très restrictive.

— **C.S.** : le 15 septembre 1982, nous recevons une délégation des pouvoirs officiels qui nous donne de bonnes nouvelles sur la sortie de la fameuse circulaire. Ils ont même visité et déjeuné au Coral.

Le 13 octobre, nouvelle visite au Coral, avec de mauvaises nouvelles, et simultanément ils vont, en cours d'après-midi (ce que nous avons appris plus tard) rendre visite à un enfant dans un village perdu, enfant qui dépend de la DDASS du Gard et qui a quitté le Coral depuis huit mois. Deux jours après, Europe n° 1 est en possession d'une cassette d'enregistrement de cet enfant et *Paris-Match* possède des photos. Il faut se pincer très fort pour ne pas sentir le coup monté !

— **M.L.** : Dès le premier jour, nous avons dénoncé la brutalité et la violence des moyens déployés...

— **C.S.** : Oui, des flics du SRPJ de Paris, à huit cents kilomètres d'Aimargues, et le délire de la presse, et pas seulement de la presse à sensation...

— **M.L.** : ... Et malgré nos efforts, nous entendons encore traîner des ragots sur l'accusation de pédophilie. Tu t'es déjà exprimé sur ce sujet ; pourrais-tu le faire à nouveau ?

— **C.S.** : Oui, je tiens à réaffirmer bien haut mon attitude sur ce sujet. Tout d'abord, je rappellerai que pédophilie signifie simplement : amour des enfants. Et nous serions des monstres si nous n'aimions pas les enfants que l'on nous confie et si nous n'avions pas avec eux occasionnellement des relations de tendresse comme en ont tous les parents (auxquels nous nous substituons) avec leurs enfants.

Mais cela ne signifie en aucune manière que nous pratiquions ou justifions des passages à l'acte sexuel avec des mineurs. Cela, nous l'avons toujours dénoncé et nous profitons de l'occasion qui nous est offerte dans ces colonnes du *Monde libertaire* pour le dénoncer à nouveau. Si nous avions besoin d'une preuve de cette affirmation, je citerai simplement l'appui unanime

reçu de tous les parents dont nous avons accueilli les enfants.

— **M.L.** : En un mot, peux-tu préciser le sens de votre démarche vis-à-vis des enfants ?

— **C.S.** : Il faudrait un livre. Disons simplement que dans les lieux de vie, on partage cette vie, et l'on tente de restituer à l'enfant son identité possible. Nous nous sentons très proches de Sébastien Faure, et le livre de Jean-Marc Raynaud, *L'Education libertaire*, nous a beaucoup aidés dans notre travail.

— **M.L.** : Tes démêlés et ceux d'autres personnes ne semblent pas terminés avec le juge Salzmann.

— **C.S.** : A mon tour, je ne vais pas m'ériger en juge, mais ce n'est pas un hasard si plusieurs fois mes avocats ont demandé qu'il soit dessaisi de l'affaire. Il s'obstine à remplir un dossier qui reste obstinément vide (si ce n'est les huit cents lettres de soutien que j'ai reçues !). Il en a profité pour opérer un véritable ratissage national sur tout ce qui a, de près ou de loin, trait à la pédophilie « criminelle ». Il est allé jusqu'à envoyer notre unique dénonciateur, Krief (que nous connaissons bien, qui possède un caractère influençable, et qui s'est rétracté) en Hollande avec des policiers pour chercher dans une revue de pornographie infantile, *Lolita*, des photos prises au Coral. Mais nous préférons le laisser seul avec ses fantasmes.

— **M.L.** : Fantômes ou pas, il continue d'agir.

— **C.S.** : Oui, et après m'avoir libéré, il a emprisonné mon ami Jean Lapeyrie dont le seul tort est de m'avoir soutenu sans défaillance, entre autres grâce à la publication du *Feuilleton du Coral*. Il va falloir maintenant se battre pour le faire libérer...

— **M.L.** : C'est l'affaire du Coral n° 2.

— **C.S.** : Exactement, et en particulier je vais essayer de participer chaque mercredi aux émissions de Radio-Libertaire sur le « Feuilleton » et samedi prochain, dans le cadre des émissions « Prisons », je viendrai dénoncer le phénomène carcéral français, et entre autres la permanence du mitard, lieu où on continue en France de torturer physiquement et psychologiquement les détenus qui revendiquent leur personnalité d'hommes. Mais ceci est une autre histoire... En France, c'est très dure « la taule ».

— **M.L.** : Une conclusion, Claude Sigala ?

— **C.S.** : Nous avons mis à nu, comme le fait actuellement Radio-Libertaire, l'impossibilité pour l'Etat de cohabiter avec des expériences libertaires. Nous devons continuer de nous battre, et le plus urgent, c'est de sortir Jean Lapeyrie de prison (1), avec l'arme de la vérité, car « seule la vérité est révolutionnaire ».

Propos recueillis par Yves

(1) Voir communiqués page 3.

Le Fantôme de Staline plane sur l'I.M.E. d'Argenteuil



Il y a des affaires qu'il ne fait pas bon de révéler en période pré-électorale. La façon dont le maire communiste d'Argenteuil a liquidé la lutte des employés de l'IME fait partie de ces « histoires » qu'il faut à tout prix étouffer et marginaliser pour le bien-être de la population. Cet institut médico-éducatif — « école Makarenko » — est géré par l'AMRSPA — l'Association municipale de réadaptation sociale et professionnelle d'Argenteuil. Ce centre accueille des enfants handicapés mentaux d'Argenteuil et des environs. Il est financé par la Sécurité sociale et agréé par la DDASS.

La crise de cet établissement ne remonte pas à ces derniers mois puisque déjà en 1976-77 il y eut une série de cinq licenciements au sein du personnel (médecin, psychiatre, psychologue...). De 1977 à 1980, on a compté dix-sept démissions. En mai 1980, plus d'une vingtaine d'avertissements ont été adressés au personnel éducatif et pédagogique. De juin 1981 à mars 1982, le rythme des départs volontaires a continué (dont un kinésithérapeute et deux éducateurs), tandis que deux instituteurs ont demandé leur mutation. En Novembre 1981 : licenciement d'un médecin-psychiatre « pour divergences de conceptions quant aux méthodes de travail ». En juin 1982 : licenciement d'une psychologue. L'épuration continue puisque récemment les licenciements en cours ont été approuvés par les conseils des prud'hommes.

En mai 1981, le préfet du Val d'Oise avait envoyé une mission d'enquête chargée d'examiner la gestion et le fonctionnement de l'IME. Celle-ci n'a pas trouvé mieux que d'affirmer que les effectifs du personnel étaient trop nombreux par rapport aux enfants, un réajustement d'effectifs devant s'effectuer. Elle a jugé également que la gestion du centre n'était pas critiquable, hormis le fait que l'établissement supportait des frais d'entretien et de réparation qui reviennent, d'après les conventions, à la mairie d'Argenteuil (en outre, l'installation du chauffage, qui a été payée intégralement par l'établissement). D'autre part, la municipalité, depuis plusieurs années, n'a pas investi un sou dans l'IME, l'association se contentant de gérer l'argent versé par la Sécurité sociale, tandis que l'établissement doit payer chaque mois un loyer, entretenir les locaux.

Face à la détermination et au suivi du conseil d'administration de l'IME à régler les problèmes d'une façon arbitraire et à se débarrasser ainsi de « certains éléments indésirables », un comité de défense s'était créé à l'initiative d'une partie du personnel syndiqué ou non. Il a organisé une journée de grève, un débrayage, une manifestation à la mairie le 28 juin 1982, suite à laquelle le maire avait menacé de porter plainte pour diffamation, ce qu'il n'a jamais fait, et pour cause : tous les faits reprochés contre lesquels se battait le comité de défense étaient rigoureusement exacts :

- entrave au droit syndical ;

- refus d'appliquer le Code du travail ;
- non-respect du délégué du personnel, du comité d'entreprise ;
- intimidation verbale contre le personnel ;
- remise en cause intégrale du travail pédagogique ;
- atteintes physiques et morales vis-à-vis des enfants ; *
- non-assistance à personne en danger.

Le comité de défense avait entrepris également d'en saisir la DDASS, la sous-préfecture, le ministère de la Santé, de la Solidarité, l'inspection du travail pour ce qui concernait les entraves tant syndicales qu'individuelles. Toutes ces initiatives n'ont trouvé que porte close. Les sections départementales des syndicats ont isolé la lutte du personnel de l'IME, tandis que la Ligue des droits de l'homme, partie prenante du comité de défense, s'en est éloigné peu à peu. Il ne restait plus au conseil d'administration qu'à continuer à épurer sans peine l'établissement.

Nous dénonçons :

- les pratiques du conseil d'administration, manipulé par la mairie communiste, qui n'ont rien à envier aux pratiques patronales ;
- l'assujettissement du personnel face à un règlement intérieur plus que restrictif (« le personnel de l'établissement est tenu de se conformer strictement à toute instruction actuellement en vigueur ou à venir émanant de la direction, et plus particulièrement en ce qui concerne le comportement à avoir vis-à-vis des enfants » et, de plus, « discrétion absolue de tout ce dont le personnel aurait eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions » — on ne saurait être plus clair !) ;
- la situation déplorable dans laquelle se trouvent les enfants assimilés à des prix de journées ;
- climat de violence vis-à-vis des enfants ;
- atteintes physiques et morales ;
- dédain et mépris de leur parole.

Il faut que tout cela cesse ! Aujourd'hui, la lutte pour changer cette situation des employés et des enfants semble perdue ; le conseil d'administration a réussi à écarter tous ceux qui ont élevé la voix contre cet état de faits. Mais il n'est jamais trop tard pour dénoncer de tels agissements. Montrez votre désapprobation, écrivez à la mairie d'Argenteuil : M. Mondargent, mairie d'Argenteuil, 12, boulevard Léon-Feix, 95100 Argenteuil.

En cette période d'élections municipales, face à une gauche qui montre par de telles pratiques sa véritable politique et une droite qui n'est que jamais anti-ouvrière et réactionnaire, que pouvez-vous faire sinon vous abstenir de voter pour montrer aux appareils politiques que les luttes se règlent à l'usine, dans la commune, par la prise en main par la population elle-même de ses problèmes, et non pas par un bulletin de vote ?

Groupe Kropotkine (Argenteuil)

L'aurait bien que ce jour vienne où la gauche accèderait enfin au pouvoir de la V^e République en conservant intacts ses atavismes et sa congénitale propension à vouloir gérer le capitalisme mieux que les capitalistes.

Il est vrai que la gauche des années 1980 n'a plus grand-chose à voir dans ses concepts avec le Front populaire de 36, pour la bonne raison qu'elle a ingéré l'apport du mouvement clérico-progressiste, ce qui a pour effet de conforter les positions électorales du PS dans des régions traditionnellement classées à droite, y compris même dans les anciens fiefs de la « chouannerie ».

La génération des pionniers de la SFIO a laissé la place aux pragmatiques inspirés par les thèses du catholicisme social.

Les piliers de ce gouvernement, à commencer par Mauroy, Delors, Rocard, ont tous fait leurs classes dans les mouvements de la jeunesse chrétienne. Certains, comme Delors, ont occupé — cela va sans dire — des fonctions au sein de la CFDT.

Edmond Maire — qui dans son verbiage « catho » nous promet une « rigueur sélective » (voir *Le Monde* du 19 février 1983 — ne perd d'ailleurs pas son temps en cette période de prosélytisme intense dans les rangs du pouvoir, puisqu'en dehors des idées pernicieuses qu'il a inoculées au ministre du Travail et qui constituent pour

à Jésus-Christ une place démonstrative dans le processus de dissidence à l'hégémonie romaine ; l'idée que la révolte puisse naître de l'oppression sociale est totalement étrangère à l'ensemble des théories issues du mouvement chrétien.



En ces temps de socialisme déliquescents, les adeptes de la lutte des classes, qui ne sont nullement attachés à ce concept par idéologie, mais tout simplement parce que les barrières économiques érigent des disparités sociales, font figure d'hérétiques.

Pour Rocard, notre économie connaît les « rigueurs de l'hiver » et il nous invite à « mettre les chaînes » pour

des héritiers du syndicalisme jaune, c'est-à-dire de ceux qui n'ont jamais cessé de combattre la lutte des classes au profit des thèses cléricales du bien commun.

Au risque de paraître excessif, on ne peut séparer la politique sociale du gouvernement Mauroy de la doctrine sociale de l'Eglise, en particulier l'idée du partage du travail et des revenus et la nécessité impérative de remettre en question « les avantages acquis par la lutte syndicale » au profit de la notion nébuleuse de « nouvelle solidarité ».

Que l'on ne m'accuse pas de sectarisme si je me range aux côtés de ceux qui combattent les thèses réactionnaires de la bande à Rocard et dont Maire se fait le chantre messianique de la rigueur et de la pauvreté.

Depuis le printemps 81, la crise économique ne devrait plus rien

luer, ou inversement entre les attentes et les besoins des entreprises et les attitudes ou comportements des salariés, dont certains sont opposés idéologiquement à toute participation et à tout ce qu'ils considèrent comme une « collaboration de classes ».

La recherche d'un nouveau consensus social est en fait l'aboutissement d'une recherche psychanalytique des carences et des conflits perturbant le cycle de production des entreprises.

« Face à cette situation, un vaste mouvement de pensée, issu du courant des relations humaines et de celui de l'amé-

riés révisent certaines de leurs attitudes, issues d'idées reçues ou d'idéologies périmées, afin d'accéder à une plus grande autonomie de pensée et d'action ». Autrement dit, ce n'est plus l'autogestion que l'on propose, mais l'auto-exploitation. Ainsi, une composante morale entre dans le système : celle de l'acceptation sacrificielle qui libère l'exploiteur du sentiment

DE LA LOI AUROUX AUX CERCLES DE QUALITE

aux contradictions fonctionnelles de la loi du marché et de l'économie du profit, mais serait le fait des comportements corporatistes en particulier des travailleurs attachés à leurs conventions collectives et à leur pouvoir d'achat.

La gangrane a gagné les milieux journalistiques tel François de Closets, cet intellectuel pédant qui occulte le vrai débat sur les « privilègiatures », et cela se comprend puisqu'il est aussi étranger qu'un évêque à l'histoire meurtrière du mouvement ouvrier.

Ce n'est pas en faisant diminuer globalement le niveau de la consommation que l'on fera progresser la justice sociale car, comme le dit un proverbe chinois : « quand les gros maigrissent, les maigres meurent ».

Le taylorisme bon à jeter aux orties

La conjoncture économique actuelle et l'âpreté de la concurrence internationale mettent cruellement en évidence que de nombreuses entreprises ne sont plus en mesure de se développer en maintenant les anciens principes d'organisation, de direction et de gestion.

Au plan social, humain et psychologique, on constate dans de nombreuses entreprises un nombre considérable de « disfonctionnements » provenant, entre autres, d'une inadéquation entre les demandes des salariés et les réponses provenant de la structure dans laquelle ils évoluent.

lioration des conditions de travail, a conduit progressivement à l'élaboration de nouvelles formules tendant à une meilleure prise en compte du facteur humain dans les entreprises et à une meilleure coopération des différentes catégories du personnel. Ce mouvement est celui des « Cercles de qualité » et du management participatif qui privilégie l'expression directe des salariés sur tout ce qui concerne leur travail.

Alors que dans le système de Taylor l'ouvrier et l'employé ne sont que des exécutants, dans le mouvement des Cercles de qualité ils sont des « opérateurs » appelés s'ils le souhaitent à élaborer en groupe des propositions d'amélioration en faisant appel à leur sensibilité, leur intelligence et à leur créativité...

On pourra constater que le « droit d'expression » découlant de la loi Auroux ressemble à s'y méprendre aux objectifs définis pour les cercles de qualité très développés au Japon et aux Etats-Unis.

La mise en place des instances permettant le droit d'expression s'accompagnera des critères de sélectivité qui inéluctablement mettront à l'index les salariés qui s'obstineront à n'avoir rien à dire. Une manière comme une autre dans une communauté de travail de classer les bons et les mauvais.

Ce que la loi ne dit pas explicitement, c'est que le droit d'expression sera placé sous la tutelle indirecte de la hiérarchie.

Pour que les comités de droit d'expression, qui préfigurent de la généralisation en France des cercles de qualité, fonctionnent dans le cadre du système capitaliste, il faudra « qu'à tous les niveaux de la hiérarchie les sala-

de l'oppression sociale. On n'arrête pas le progrès.

Conditions de travail ou qualité du travail ?

Comment, par exemple, dans une réunion sur le droit d'expression les salariés pourront-ils aborder le problème des cadences du travail ?

Le problème de l'amélioration de la communication dans l'entreprise, but avoué de la mise en œuvre de la loi Auroux, ne sous-entend-elle pas tout autant l'objectif réel de l'amélioration de la qualité des produits ou des services ? Que les produits manufacturés soient de meilleure qualité et les services plus accueillants, personne ne s'en plaindra, mais que l'on ait le courage de dire la vérité aux travailleurs au lieu de présenter comme sociale une mesure au fond productiviste.

On cherche à responsabiliser au maximum les salariés pour obtenir une meilleure efficacité de production selon une formule à la mode de « gestion novatrice ».

Comme l'indique E. Debout, président de l'AFCIQ (Association française pour le contrôle industriel de la qualité), « le cercle de qualité n'est pas une mode, mais un mode de fonctionnement ».

La gestion de la qualité a pour objectif d'éliminer systématiquement toutes les causes de disfonctionnement de l'entreprise avec des méthodes adéquates et dans un climat de concertation soigneusement préparé.

Sur quoi peut donc bien déboucher le droit d'expression issu de la loi Auroux si ce n'est sur cette notion de « cercle de qualité », à moins — ce qui n'est pas impossible — que les réunions ne deviennent des lieux où s'exprimeront tellement de mécontentements que les cercles de qualité serviront de réceptacles à des revendications ? L'effet boomerang servirait alors la justice immanente.

Jean-Claude ICARD

l'essentiel l'arsenal de sapes du mouvement syndical, ça et là les hommes de main de l'épiscopat infiltrèrent les secrétariats d'Etat et les entreprises nationalisées.

L'exemple le plus récent concerne la nomination de François Lagandre, ancien membre du bureau confédéral de la CFDT, qui a été désigné « conseiller » de Daniel Deguen, président du Crédit commercial de France, un des plus beaux fleurons des banques privées tombées entre les mains de l'Etat.

Il faut se méfier des curés, surtout s'ils sont de gauche !

Il convient une fois pour toutes de lever une équivoque sur le rôle de l'Eglise dans le mouvement de libération économique de la classe ouvrière.

Historiquement, la confusion n'est pas permise, même si pour gauchir les apparences certains théologiens et marxistes distingués ont bien voulu accorder

« par
un
le
joie
leu
(M
Le
C
est
elle
une
né
aso
A
aus
que
son
éch
des
grat
con
mis
film
mar
cau
déli
L
vivo
diffé
jour
le m
la F
de t
part
Qua
par
d'an
Cert
corv
trou
V
moy
le m
con
autr
U
se c
qué
- bo
tion
repe
n'av
vait
la té
- ou
la se
pab
qui
une
V
tion
dans
codi
et se
nolc
A
plus
on g
gadé
de v
une
l'on
D
être
pas
pou
d'un
une
Qua
pres
laire
E
ne
syst
à ce
eux
et d
név
être
mém
S
écon
prou
et à
l'ho

« **S'** IL y a vol, c'est parce qu'il y a abondance d'une part et disette de l'autre ; parce que tout n'appartient qu'à quelques-uns. La lutte ne disparaîtra que lorsque les hommes mettront en commun leurs joies et leurs peines, leurs travaux et leurs richesses... »

(Marius Jacob, devant ses juges, en 1905).

Les causes profondes de la délinquance

Cela n'est plus à prouver, la délinquance est un fait de société. Concrètement, elle se traduit par des actes de vandalisme, une propension au racket et au proxénétisme, un comportement agressif et asocial, une omniprésence du vol.

Aujourd'hui, la délinquance touche aussi bien des enfants et des adolescents que des jeunes de vingt ans. Ses causes sont multiples et profondes : chômage, échec scolaire, vide affectif et éducatif des parents, racisme, monotonie des grands ensembles, société de luxe et de consommation, logements insalubres, misère culturelle et solitude au milieu des films pornos, de la publicité et de Superman... ; autant de raisons, autant de causes qui font que notre société a les délinquants qu'elle mérite.

Le vol est un exemple significatif. Nous vivons dans une société de fric où les différences sociales apparaissent au grand jour. Consommer, c'est faire comme tout le monde. Or, n'oublions pas que dans la France d'aujourd'hui, certains meurent de faim. Deux millions de personnes font partie d'un sous-prolétariat nommé le Quart-Monde. Des vieillards, abandonnés par leur famille, n'ont parfois plus assez d'argent pour se nourrir correctement. Certains travailleurs immigrés clandestins, corvéables à merci par leurs patrons, se trouvent dans le même cas.

Voler, c'est donc le plus souvent un moyen de s'approprier des objets que tout le monde se doit de posséder pour être considéré comme « normal » par les autres.

Un jeune, à partir d'un certain âge, se doit de posséder une moto. Pour l'acquiescer, deux solutions :

- bosser pour un patron dans des conditions d'exploitation incroyables (dans un reportage télévisé, un patron boulanger n'avouait-il pas candidement qu'il lui arrivait de punir son apprentis en lui mettant la tête dans les WC ?) ;

- ou bien la voler. Si le jeune choisit la seconde solution, qui est vraiment coupable ? Lui, ou bien le conditionnement qui l'a persuadé qu'il devait posséder une moto « pour être un homme » ?

Voler, cela peut être aussi la satisfaction d'un désir d'aventure et de risque dans nos sociétés où tout est programmé, codifié, où le dieu se nomme Sécurité, et ses disciples Informatique, Police, Technologie...

Ainsi, des cadres supérieurs gagnant plusieurs millions de centimes par mois ont été pris alors qu'ils piquaient un gadget dans un supermarché. Dans l'acte de voler, il y a aussi un certain plaisir, une excitation causée par le risque que l'on sait encourir.

Différentes motivations peuvent donc être à l'origine du vol et la prison n'est pas un phénomène aussi marginal qu'on pourrait le penser. Chaque année, près d'un million de personnes passent un jour, une semaine ou davantage en prison. Quarante mille y sont en permanence, presque toutes issues des milieux populaires.

En lutte contre la société, les délinquants ne visent cependant pas à changer le système social, mais plutôt à s'intégrer à ceux qui en profitent. La majorité d'entre eux est sensible aux notions de chef et de hiérarchie. Leur mal de vivre, leurs névroses, leurs frustrations en font des êtres extrêmement durs vis-à-vis d'eux-mêmes et d'autrui.

Seule une révolution à la fois politique, économique et culturelle réglera une fois pour toutes le problème de la délinquance, problème étroitement lié à l'exploitation et à la domination de l'homme par l'homme.

LA DÉLINQUANCE



La deuxième génération*

Parler de délinquance, c'est évoquer inmanquablement le problème des jeunes nés en France de parents immigrés. En effet, que ce soit sous un angle économique, psychologique, culturel ou politique, ces jeunes Maghrébins de la deuxième génération sont très exposés au phénomène de la délinquance.

Economiquement, l'Etat français a fait de leurs parents de véritables sous-prolétaires, rivés à leur machine pour la vie, sous-payés et parqués dans des maisons sordides ou des cités HLM. Aujourd'hui, les enfants de la deuxième génération refusent d'être traités comme des larbins. La notion de « honte », très répandue chez eux, y est pour quelque chose. En effet, s'habiller à la mode, échapper à la condition misérable de leurs parents, deviennent pour eux une question d'honneur. Ils redressent la tête, et certains sont prêts à se « faire du fric » par n'importe quel moyen et sur le dos de n'importe qui !

Psychologiquement, l'enfant maghrébin a de nombreuses difficultés liées à la façon dont il a été élevé. Il n'est pas rare notamment de voir les mamans allaiter leur bébé jusqu'à l'âge de deux ans. L'apprentissage de la propreté (les selles) est lui aussi laissé au bon vouloir de l'enfant. Et le concept de « désir immédiat », qui normalement devrait disparaître à l'âge de sept ans, se prolonge jusqu'à l'adolescence. D'où l'envie chez le jeune

Maghrébin de posséder tous les objets qui lui tombent sous la main, même les plus futiles.

Psychologiquement, l'enfant maghrébin a également beaucoup de mal à se situer face au libéralisme de la société occidentale. Habitué à l'autoritarisme de son père et à l'absence de dialogue, il n'arrive pas à se prendre en charge lorsque l'animateur ou l'instituteur, par exemple, lui propose une pédagogie non directive.

Culturellement, les enfants de la deuxième génération vivent un déracinement profond. Ni Maghrébins, ni Français, ils sont déchirés entre deux normes qui s'opposent et s'affrontent.

Leurs parents, bien souvent, viennent des régions rurales du Maghreb, et leur intégration en France a été d'autant plus difficile qu'ils ont dû s'affronter à la fois à une société urbaine et à une culture différente. Face à cette difficulté et dès leur arrivée, les Maghrébins se sont enfermés sur eux-mêmes. Les enfants ont été élevés suivant les normes de la culture maghrébine, une culture d'autant plus rigide qu'elle a été sacralisée, du fait de sa position de repli. Alors qu'en Algérie, par exemple, se manifeste une certaine évolution, la communauté maghrébine est restée profondément conservatrice.

La personnalité du jeune Maghrébin aujourd'hui ne lui appartient donc pas totalement. L'enfant n'existe qu'en référence à la communauté, à la famille, au groupe.

Or, les enfants maghrébins ne vivent pas seulement au sein de leur milieu. Ils sont amenés, beaucoup plus que leurs parents, à fréquenter la société française. Bon nombre d'entre eux ont même intégré certains éléments de la culture occidentale (cf. l'habillement, le langage). En fait, les jeunes Maghrébins vivent constamment une double vie, extérieure et intérieure. Attirés par l'extérieur (la société française), liés par leur éducation à l'intérieur (la culture maghrébine), rejetés parfois par ce même extérieur, ils ne savent plus où donner de la tête. Et il leur arrive de temps à autre de jeter leur désarroi sur ce qui représente symboliquement l'extérieur (cf. le saccage des centres sociaux, des Mille-Clubs et autres équipements collectifs).

Bien sûr, certains d'entre eux sont conscients de cet état de fait, mais cela ne suffit pas bien souvent à résoudre le problème. Car « vouloir s'en sortir, c'est être soi, c'est quitter la communauté, c'est s'affranchir. Mais c'est aussi très difficile à un niveau affectif ».

La solution consisterait peut-être, à court terme, à leur faire intégrer leur identité profonde, à leur faire verbaliser leur déchirement.

Enfin, pour en finir avec cette partie du problème, politiquement, certains jeunes de la deuxième génération ont une haine profonde envers les Français, une rancune héritée de la guerre d'Algérie. Ainsi, d'après le journal *Zaïma* (1), beaucoup d'entre eux seraient prêts à refuser l'uniforme des anciens tortionnaires et à s'insoumettre au service national.

Le sentiment d'insécurité

Parler de la délinquance sert au pouvoir à masquer son incapacité à résoudre les problèmes économiques et sociaux qui se posent. Toute crise engendre ses boucs-émissaires et son besoin de sécurité. Le rôle des médias y est pour beaucoup et favorise cet état de fait. La rubrique des faits divers, qui émane directement des flics, est souvent la plus lue. Son existence a pour but de faire peur au citoyen. Une peur devant entraîner une demande d'autorité, une demande de flics, ceux-ci trouvant ainsi la justification de leur existence !

Mais cette peur qui s'empare de la population n'engendre pas qu'une demande d'augmentation des effectifs de police. On voit de plus en plus certains gros bras se regrouper afin de pratiquer l'autodéfense. Cette autodéfense est dirigée vers une certaine catégorie de personnes au profil-type (jeunes, immigrés, marginaux). Les maniaques de la gâchette sont généralement issus de ce qu'il est convenu d'appeler les classes moyennes, c'est-à-dire qu'ils possèdent quelques biens, acquis après des années de travail acharné et symbolisant leur « réussite ». Dès lors, quiconque ose toucher à leur voiture, abîmer leur petit pavillon, commettre un crime de lèse-majesté. Ils sont prêts à tout, y compris au meurtre, pour défendre leur misérable pactole, leurs dérisoires possessions.

Les grands propriétaires ne tirent pas à vue pour quelques millions de centimes. Lorsque Vathaire a volé huit milliards à Dassault, ce dernier n'a même pas porté plainte. Seuls ceux qui s'imaginent posséder quelque chose, faire partie des gens riches, seuls ceux-là tirent ou font tirer en recourant aux services des milices privées.

Ce phénomène n'est pas nouveau. Dans l'entre-deux guerres, c'est sur ces mêmes classes moyennes que les fascistes se sont appuyés pour prendre le pouvoir...

Groupe de Lille

* Cette partie de l'exposé ne signifie pas que nous rejetions l'ensemble de la culture maghrébine. Il y a des côtés positifs dans toute société. D'autre part, nous ne pensons pas que le monde occidental soit la panacée. Le sex shop n'a rien à envier au ichador ! Que ce soit sur le plan des rapports sociaux ou humains, la société que nous voulons construire devra tenir compte des particularités culturelles de chaque civilisation, certaines d'entre elles étant parfois assez proches des conceptions libertaires.

(1) *Zaïma* est un journal rédigé et diffusé dans la banlieue lyonnaise par un groupe de jeunes immigrés.



LA MORT DE DIMI : C.I.A. TOUJOURS PRÊTE !

Il y a quelques semaines, tonton Mitterrand s'en allait rendre visite à son copain Hassan II. Vite oubliés les prisonniers politiques croupissant dans des prisons secrètes (dont trois à Casablanca, la ville la plus chaude) ! Vite censurée l'émission sur ce sujet qui devait passer pendant son séjour ! Commerce oblige, bien évidemment. Et puis, si tonton réussissait à faire libérer un prisonnier ou deux, ça ne ferait que redorer son blason (quelque peu terni) !

Pendant ce séjour, le brave général Dimi ignorait qu'il vivait ses derniers jours... Commandant des armées en guerre contre le Polisario, chef de la police secrète et des services de contre-espionnage, Dimi était le second au Maroc. Après Hassan II et à l'égal de Dieu, disait-on. Mais voilà... Il ne voulait pas d'un plus grand rapprochement avec les Américains, ce que ces derniers n'appréciaient guère, comme on s'en doute ! Il avait même pris des contacts avec des membres de l'opposition réfugiés en Suisse. Préparait-il un attentat contre « l'Élu de Dieu » ? On ne saurait le dire...

Toujours est-il que ce dernier dégaina le premier ! Nous n'allons pas regretter la mort d'un tel individu qui, de plus, porte un peu plus le discrédit sur le régime corrompu du dictateur marocain. Car qui pourrait croire la thèse de l'accident ? Quiconque connaît quelque peu Marrakech en conçoit aussitôt l'impossibilité. Qu'aurait donc été faire un camion aux alentours du Palais-Royal qui grouille de militaires et qui est sévèrement filtré quant à la circulation ?

Les Marocains ne sont pas dupes ; ils savent très bien que le roi est mêlé à cette élimination « discrète ». Mais l'on peut se demander si cette farce grotesque les fera sortir de la résignation où ils sont presque tous plongés. Il est à espérer qu'un mouvement révolutionnaire anti-autoritaire se lève, dans ce pays, pour lutter contre ce régime corrompu et jeter les ferments de la révolution sociale.

Kristian
(d'après les propos d'un camarade marocain)

EN URSS

LE SMOT — l'Association interprofessionnelle des travailleurs d'Union soviétique — que *Le Monde libertaire* a déjà présenté abondamment à ses lecteurs, voit encore une fois un de ses membres tomber victime de la répression.

Ainsi, pour avoir tenu des propos diffamatoires sur la société soviétique, Vladimir Skvirski a été condamné à trois ans de prison par un tribunal de Janatas (Kazakhstan). Avec Andropov, la liberté d'opinion et d'expression continue de bien se porter !

Jean-Marc

RUMEURS EN R.D.A.

FIN décembre 1982, la ville d'Iéna en République démocratique allemande a connu quelques troubles suite à une « marche du silence » organisée contre la course aux armements des deux blocs. Il y a eu des arrestations, des gardes à vue et plusieurs condamnations prononcées pour « diffamation, transmission d'informations ou contacts illégaux » selon le schéma classique.

Or, qui sont ces pacifistes ? Des chrétiens qui, depuis le Synode de l'Eglise évangélique en RDA, tenu en septembre 1981, ont pris en main le mouvement pacifiste. On compte plus de trois cents groupes ou groupuscules partisans d'un service civil social comme alternative au service militaire armé. En fait, c'est la base chrétienne qui bouge, qui accuse la hiérarchie protestante de passivité et de complicité silencieuses avec les autorités. Le mouvement a pris de l'ampleur, et c'est le retour de manivelle de la « politique pacifiste » menée par Moscou dans les pays occidentaux (à travers le Mouvement de la paix, par exemple), et en RFA notamment où le gouvernement est-allemand a manifestement contribué à diffuser les thèses pacifistes, déclarant depuis plus de deux ans que le Mouvement pour la paix dans ce pays est progressiste et qu'il mérite l'estime du peuple est-allemand.

La contestation s'installe donc peu à peu dans ce pays hypermilitarisé qui, dès sa création, a introduit les cours d'instruction obligatoires sur la défense nationale à l'école et sur le lieu de travail. Une contestation certes appréciable, car de la théorie on est passé aux actes. Seulement, revendiquer le désarmement ne suffit pas ; remplacer un service national armé par un service national civil ne résoud pas le problème de la militarisation de la société, et il faudra que les mouvements pacifistes d'Allemagne de l'Est et d'ailleurs comprennent que la lutte contre la course aux armements nécessite indéniablement la lutte contre l'armée et la militarisation, lutte qui ne saura aboutir que par la suppression des Etats. Mais ce sont là des considérations trop lointaines pour des pacifistes chrétiens, en l'occurrence non violents.

Martine
(liaison Bas-Rhin)

ESPAGNE : DERNIÈRE HEURE

SUITE à la cession par l'administration d'une partie des locaux de l'AISS au syndicat pro-socialiste UGT, les compagnons de la CNT et des militants des Commissions ouvrières ont occupé les locaux restant en s'enfermant à l'intérieur.

Cette action a été largement diffusée par la presse et la radio locales et provinciales et a rencontré un écho favorable de la part de la population.

Les compagnons sont décidés à continuer l'action entreprise, qui a pour but d'éviter l'usurpation de locaux qui appartiennent à tous les travailleurs.

Par ailleurs, la fédération locale de la CNT de Figueras a présenté aux habitants de la région l'exposition remarquable organisée à Barcelone lors du VI^e congrès, et ceci place de la Palmera, du 12 au 27 février.

Yves



« **T**OUT Suisse naît soldat ». Ce dicton peut paraître paradoxal, puisque la Suisse est un pays neutre, et pourtant il recouvre fort bien la réalité : la neutralité suisse est un immense bienfait et il convient d'avoir en permanence une armée forte afin de la préserver. Il s'agit donc d'une armée exclusivement défensive, destinée à garantir nos biens et nos libertés dans le cas où un ennemi (venant de l'Est forcément) aurait des visées par trop expansionnistes.

Une armée de dissuasion ! Je ne sais pas si l'armée suisse a les moyens de dissuader un éventuel agresseur venant de l'Est, mais cette notion a au moins le mérite de dissuader la population de s'opposer à l'armée. Ainsi, l'armée est, en Suisse, une des institutions les plus solides et les mieux reconnues par toutes les couches de la société.

Il est vrai que par sa structure, l'armée est fortement intégrée à la vie de tous les jours. Elle fait partie du paysage.

« Notre » armée est une armée de milice : chaque citoyen mâle est appelé à vingt ans à suivre une Ecole de recrues de quatre mois et ensuite à participer régulièrement, jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, à ces cours de répétition de trois, puis deux, puis une semaine. De ce fait, l'armée suisse est composée de citoyens de vingt à quarante-cinq ans pour qui les cours de répétition sont de bonnes occasions de quitter pendant quelques jours bobonne et le boulot, histoire de se replonger dans la mâle et alcoolisée ambiance propre à toutes les armées. Et ceux que ça emmerde y vont quand même, car c'est un devoir !

Ainsi, chaque année ou tous les deux ans, le citoyen-soldat sort le fusil d'assaut de l'armoire et la nappaline de l'habit gris-vert et part pour la grande aventure des « cours de répète » et pour les fréquentes « grandes manœuvres ». Pour ne pas perdre les bonnes habitudes en temps civil, d'autres institutions, régies plus ou moins par les mêmes structures et les mêmes mentalités, prennent le relais (sociétés de gymnastique, fanfares, cercles patriotiques, etc.).

A l'armée, tous les citoyens sont égaux, tous se tutoient,

patrons ou employés, tous mangent les mêmes boîtes de sige dans les mêmes gamelles, et si les gradés sont bien entendu issus des couches plus élevées de la population, il n'en demeure pas moins que l'impression de faire partie de la même famille est très forte.

Comme dans tous les pays, ce sont là les rôles principaux de l'armée : intégration des individus dans la masse, appartenance à un même peuple malgré les très nombreux particularismes, nivellement des pensées et des comportements, respect des valeurs traditionnelles, soumission à la discipline et à la hiérarchie, glorification du rôle de défenseur des biens (surtout), des veuves et des orphelins, garantie des structures du régime...

Si je crois sincèrement le peuple suisse incapable de concevoir une armée offensive (ce qui peut être la seule différence fondamentale avec les armées des autres pays), il n'est pas interdit de penser qu'elle puisse avoir l'occasion de réprimer des désordres intérieurs. C'est déjà arrivé dans les années trente (des dizaines de morts par fusillade au tableau de chasse de l'armée). C'est une période troublée, et rappeler les crimes militaires est inconvenant aux oreilles de certains..., mais il est des fantômes du passé qui pourraient revenir avec la crise, même si la politique actuelle tend plutôt à élargir les pouvoirs des différentes polices et justices.

La très forte emprise des militaires sur la vie de tous les jours ne leur suffit pas. Ils cherchent encore et toujours à augmenter leurs prérogatives. Ce qui est dans la logique du système. Et ce qui n'est pas trop difficile car l'armée est au-dessus des lois en qualité de dépositaire de la raison d'Etat (« l'intérêt national ») en langage démocratique). Voici trois exemples du début 1983 :

- l'armée cherche sans cesse à augmenter le nombre et la surface de ses places d'exercices, sans tenir compte bien entendu des avis des populations concernées (because « les intérêts supérieurs de la défense nationale »). Ainsi, la population de Rothenthurm, dans le canton de Schwytz, s'oppose avec vigueur à l'extension du camp militaire, et un sondage officieux

indique que plus de la moitié de la population suisse soutient les habitants. L'Etat devra exproprier les paysans, ce qui ne sera peut-être pas facile car les gens de cette région ont la réputation d'avoir la tête dure. A noter cependant qu'il ne s'agit pas d'une lutte antimilitariste : la population du Rothenthurm est traditionnellement catholique de droite et ne remet pas en cause l'institution militaire. Elle souhaiterait simplement que l'armée annexe les terres des voisins. Il est vrai cependant que le problème des places d'exercices angoissent nos galonnés en raison de la faible superficie du territoire helvétique ;

- le Conseil fédéral (exécutif) propose aux Chambres législatives de débloquer des crédits spéciaux pour relancer l'industrie, et il est quasiment certain que ces crédits seront débloqués. C'est bien entendu l'armée qui se taille la part du lion en achetant des armes pour 272 millions de francs suisses (près de 900 millions de francs français). Bénéficiaires donc : les militaires et les fabricants d'armes ;

- une étude commandée par le Département militaire fédéral à un sous-officier sociologue concernant le service féminin propose huit solutions, dont cinq entraîneraient une instruction ou un service obligatoire pour les femmes. Il ne s'agit pas d'un service armé (les 1,6 millions de mâles suffisent pour le moment), mais tout de même d'un service féminin obligatoire dans le cadre de la défense nationale. Cette étude préconise par la même occasion la militarisation de l'école. Ce n'est pas demain la veille que ces propositions seront appliquées... mais il y a fort à parier que ces différentes thèses feront leur petit bonhomme de chemin dans les mentalités, en attendant que les conditions soient réunies pour les imposer...

En Suisse, l'armée est un colosse dont les pieds ne sont pas d'argile... Ça n'en reste pas moins une saloperie qu'il est nécessaire, comme partout ailleurs, de combattre par tous les moyens possibles, en particulier en dénonçant le mensonge des grands principes tels que la défense de nos libertés et en soulignant ses rôles d'asservissement et d'intégration.

ANGLETERRE

Du côté des élections

APRÈS des décennies d'une répression économique, politique et civile due aux deux formations politiques de l'Etat armé, 1983 sera l'année du désastre, pas seulement pour le gouvernement de Thatcher, mais aussi pour les autres partis politiques qui ont exploité jusqu'au bout la prétendue crédulité de la classe ouvrière, y compris les millions de sans abris, de mal logés et de chômeurs.

La grande majorité des travailleurs vivent dans un état de pauvreté abjecte. C'est le résultat de l'intense exploitation qui est expérimentée sous la coupe de la classe capitaliste.

Après un temps très long, les travailleurs de ce pays, génération après génération, ont été conduit à croire que si un certain parti socialiste était retourné à Westminster, cela se traduirait par plus d'habitations, beaucoup plus de travaux intéressants, un meilleur niveau de vie, un service de santé incomparable, etc.

Or, le Parti travailliste a toujours été assisté, dans sa quête du pouvoir politique suprême, par les leaders des syndicats (gras et bien nourris), le Parti communiste (docile et dogmatique) et les cinquante-sept variétés de marxisme morose. Les attaques vicieuses et les usurpations passées de la part du gouvernement travailliste sur la classe ouvrière sont légendaires.

Pourtant, certains éléments des classes moyennes venant des professions « sociales », syndicats de « cols blancs », CND, « Troops Out Movements », « Homeless Groups », « Claimants Unions » essaient de nous convaincre que le Parti travailliste est un parti gouvernemental et que choisir les architectes d'une aussi grande misère sociale est une bien meilleure option que le thatcherisme.

La voie du thatcherisme a été bien tracée par les gouvernements socialistes de Wilson et de Callaghan, ça ne fait aucun doute. Heureusement, la classe ouvrière ne sera pas manipulée si facilement par les carriéristes de couloir, membres des professions libérales.

Au lieu de perdre son temps et son énergie en votant, la classe ouvrière peut s'organiser collectivement dans ses propres communautés.

Il s'agit d'explorer en profondeur le coopérativisme, les communes, l'aide mutuelle, etc. qui peuvent être reliés par un réseau fédératif volontaire. La vieille et décrépie direction du mouvement syndical, avec sa longue histoire de trahisons de la classe ouvrière, n'apportera pas maintenant l'aide ou le confort aux millions d'exploités, de sans-abris ou de chômeurs.

C'est à nous de nous organiser indépendamment de la domination des classes moyennes ; en employant les manifestations de rue, l'action directe et la désobéissance civile, nous pouvons construire notre force, notre solidarité et notre conscience de classe.

Les illusions et la banqueroute du Parti travailliste ont été exposées assez souvent et ceux qui choisissent d'ignorer cette réalité et de participer aux élections ne font rien en faveur de la classe ouvrière.

Swansea Anarchist Group
(Angleterre)



ORGANISATION DE L'INTERNATIONALE

NOUS reproduisons de l'Almanach du Peuple pour 1872, publié par la Commission de propagande socialiste à Saint-Imier, cet article de Bakounine qui résume bien les idées du grand révolutionnaire russe.
(Suite)

Dans la nature, comme dans la société humaine, qui n'est encore autre chose que cette même nature, tout ce qui vit ne vit qu'à cette condition suprême d'intervenir de la manière la plus positive, et aussi puissamment que le comporte sa nature, dans la vie d'autrui. L'abolition de cette influence mutuelle serait donc la mort. Et quand nous revendiquons la liberté des masses, nous ne prétendons nullement abolir aucune des influences naturelles ni d'aucun individu, ni d'aucun groupe d'individus qui exercent leur action sur elles ; ce que nous voulons, c'est l'abolition des influences artificielles, privilégiées, légales, officielles. Si l'Eglise et l'Etat pouvaient être des institutions privées, nous en serions les adversaires, sans doute, mais nous ne protestons pas contre leur droit d'exister. Mais nous protestons contre eux parce que tout en étant, sans doute, des institutions privées dans ce sens qu'elles n'existent que pour l'intérêt particulier des classes privilégiées, elles ne s'en servent pas moins de la force collective des masses organisées dans ce but, pour s'imposer autoritairement, officiellement, violemment aux masses. Si l'Internationale pouvait s'organiser en Etat, nous en deviendrions, nous ses partisans convaincus et passionnés, les ennemis les plus acharnés.

Mais c'est que précisément elle ne peut pas s'organiser en Etat ; elle ne le peut pas d'abord, parce que, comme son nom l'indique assez, elle abolit toutes les frontières ; et il n'est pas d'Etat sans frontières, la réalisation de l'Etat universel, rêvé par les peuples conquérants et par les plus grands despotes du monde, s'étant historiquement démontrée impossible. Qui dit Etat, dit donc nécessairement plusieurs Etats, oppresseurs et exploités au dedans, conquérants plus ou moins hostiles au dehors, — dit négation de l'humanité. L'Etat universel, ou bien l'Etat populaire dont parlent les communistes allemands, ne peut donc signifier qu'une chose : l'abolition de l'Etat.

L'Association internationale des travailleurs n'aurait donc point de sens si elle ne tendait pas invinciblement à l'abolition de l'Etat. Elle n'organise les masses populaires qu'en vue de cette destruction. Et comment les organise-t-elle ? Non du haut en bas, en imposant à la diversité du travail dans les masses ou en imposant à la vie naturelle des masses une unité et un ordre factices, comme le font les Etats ; mais du bas en haut, au contraire, en prenant pour point de départ l'existence sociale des masses, leurs aspirations réelles, et en les provoquant, en les aidant à se grouper, à s'harmoniser et à s'équilibrer conformément à cette diversité naturelle d'occupations et de situations.

Mais pour que l'Internationale, ainsi organisée de bas en haut, devienne une force réelle, une puissance sérieuse, il faut que chaque membre, dans chaque section, soit beaucoup mieux pénétré des principes de l'Internationale qu'il ne l'est aujourd'hui. Ce n'est qu'à cette condition que dans les temps de paix et de calme il pourra remplir efficacement la mission de propagateur et d'apôtre et dans les temps de luttes celle d'un vrai révolutionnaire.

En parlant des principes de l'Internationale, nous n'en entendons pas d'autres que ceux qui sont contenus dans les considérants de nos statuts généraux votés par le congrès de Genève. Ils sont si peu nombreux que nous demandons la permission de les récapituler ici :

1° L'émancipation du travail doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

2° Les efforts des travailleurs, pour conquérir leur émancipation, ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous (les hommes vivant sur la terre) des droits et des devoirs égaux, et à anéantir toute domination de classe.

3° L'assujettissement économique du travailleur à l'accapareur des matières premières et des instruments de travail est la source de la servitude dans toutes ses formes : misère sociale, dégradation mentale, soumission politique.

4° Pour cette raison, l'émancipation économique des



classes ouvrières est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme simple moyen.

5° L'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national ; au contraire, ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique.

6° L'Association aussi bien que tous ses membres reconnaissent que la Vérité, la Justice, la Morale, doivent être la base de leur conduite envers tous les hommes sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.

7° Enfin, ils considèrent comme un devoir de réclamer les droits de l'homme et du citoyen, non seulement pour les membres de l'Association, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs. — « Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs. »

Nous savons maintenant tous que ce programme si simple, si juste et qui exprime d'une manière si peu prétentieuse et si peu offensive les réclamations les plus légitimes et les plus humaines du prolétariat, contient en lui, précisément parce qu'il est un programme exclusivement humain, tous les germes d'une immense évolution sociale : le renversement de tout ce qui est et la création d'un monde nouveau.

Voilà ce qui doit être maintenant expliqué et rendu tout à fait sensible et clair à tous les membres de l'Internationale. Ce programme apporte avec lui une science nouvelle, une nouvelle philosophie sociale qui doit remplacer toutes les anciennes religions, et une politique toute nouvelle, la politique internationale, et qui comme telle, nous nous empressons de le dire, ne peut avoir d'autre but que la suppression des Etats. Pour que tous les membres de l'Internationale puissent remplir consciemment leur double devoir de propagateurs et de révolutionnaires, il faut que chacun d'eux soit pénétré autant que possible lui-même de cette science, de cette philosophie et de cette politique. Il ne leur suffit pas de savoir et de dire qu'ils veulent l'émancipation économique des travailleurs, la jouissance intégrale de son produit pour chacun, l'abolition des classes et de l'assujettissement politique, la réalisation de la plénitude des droits humains et l'équivalence parfaite des devoirs et des droits pour chacun, — l'accroissement de l'humaine fraternité, en un mot. Tout cela est sans doute fort bien et fort juste, mais si les ouvriers de l'Internationale s'initient à ces grandes vérités, sans en approfondir les conditions, les conséquences et l'esprit, et s'ils se contentent de les répéter toujours et toujours sous cette forme générale, ils courent bien le risque d'en faire bientôt des paroles creuses et stériles, des lieux communs incompris.

Mais, dira-t-on, tous les ouvriers, alors même qu'ils sont des membres de l'Internationale, ne peuvent pas devenir des savants ; et ne suffit-il pas qu'au sein de cette Association, il se trouve un groupe d'hommes qui possèdent, aussi complètement que cela se peut de nos jours, la science, la philosophie et la politique du socialisme, pour que la majorité, le peuple de l'Internationale, en obéissant avec foi à leur direction et à leur commandement fraternel (style de M. Gambetta, le Jacobin-dictateur par excellence), ne puisse pas dévier de la voie qui doit le conduire à l'émancipation définitive du prolétariat ?

Voilà un raisonnement que nous avons assez souvent entendu, non ouvertement émettre, — on n'est ni assez sincère, ni assez courageux pour cela, — mais développer sous main, avec toutes sortes de réticences plus ou moins habiles et de compliments démagogiques adressés à la suprême sagesse et à l'omnipotence du peuple souverain, par le parti autoritaire dans l'Internationale. Nous l'avons toujours passionnément combattu, parce que nous sommes convaincus que le moment que l'Association internationale se partagerait en deux groupes : l'un comprenant l'immense majorité et composé de membres qui n'auraient pour toute conscience qu'une foi aveugle dans la sagesse théorique et pratique de leurs chefs ; et l'autre composé seulement de quelques dizaines d'individus-directeurs, — cette institution qui doit émanciper l'humanité se transformerait elle-même en une sorte d'Etat oligarchique, le pire de tous les Etats ; et qui plus est, que cette minorité clairvoyante, savante et habile qui assumerait, avec toutes les responsabilités, tous les droits d'un gouvernement d'autant plus absolu que son despotisme se cache soigneusement sous les apparences d'un respect obséquieux pour la volonté et pour les résolutions du peuple souverain, résolutions toujours inspirées par lui-même à cette soi-disant volonté populaire ; — que cette minorité, disons-nous, obéissant aux nécessités et aux conditions de sa position privilégiée et subissant le sort de tous les gouvernements, deviendrait bientôt et de plus en plus despotique, malfaisante et réactionnaire.

L'Association internationale ne pourra devenir un instrument d'émancipation pour l'humanité que lorsqu'elle sera d'abord émancipée elle-même et elle ne le sera que lorsque, cessant d'être divisée en deux groupes : la majorité des instruments aveugles et la minorité des machinistes savants, elle aura fait pénétrer dans la conscience réfléchie de chacun de ses membres la science, la philosophie et la politique du socialisme.

FIN

SÉLECTION
RADIO-T.V.

— *France-Culture* : le 5 mars à 20 h : *Une prison dans la ville*. Iléana attend le retour de Mahmoud incarcéré depuis cinq jours. La journée d'une femme qui sait son mari en prison.

Le 7 mars à 8 h : *Le Sahara des autres*. Un historique de cet immense territoire qui fut un lieu d'une très grande importance.

Le 7 mars à 21 h : *Le Droit naturel*. Écoutons d'une oreille critique ce que des professeurs (Paris I, Paris II) en droit et un chercheur du CNRS nous conteront du droit et de la loi.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 7 mars, à 17 h : Jacques Bertin chante.

Le 7 mars à 20 h 30 : *L'Arme à gauche*. Long métrage de Claude Sautet (1964), avec Lino Ventura.

Le 10 mars à 22 h 10 : *Un continent perdu...* Une série sur la mémoire populaire collective. Aujourd'hui : *Le Battage*.

Le 11 mars à 22 h 30 : *Championnats du monde de patinage artistique...* Baissez le son et ouvrez les yeux.

— *A2* : le 5 mars à 19 h 45 : *Le Théâtre de Bouvard...* Un quart d'heure de rire made in France.

Le 8 mars à 20 h 40 : *Quand la ville dort* (1950). Un film de John Huston... Un polar jusqu'au bout.

Le 9 mars, à 14 h 05 : *Carnets de l'aventure*. Aujourd'hui, Pierre-François Degeorges nous propose : *Ski en terre de Baffin...* De longs raids en ski loin de toute civilisation, près de l'épuisement et de la nature.

Le 11 mars à 17 h : *Itinéraires* : depuis plus de trois ans, la résistance afghane contre les chars soviétiques et depuis longtemps la guerre civile au Salvador. La conclusion de ces reportages pourrait-elle être : marxiste ou capitaliste, l'Etat est oppression ?

— *FR3* : le 6 mars à 18 h 45 : *L'Echo des bananes*, avec Richard Gotainer, John Cale (ex-Velvet Underground), Kate Bush, Jimmy Cliff.

Le 9 mars à 22 h 45 : *Une minute pour une image*, d'Agnès Varda : *Deux enfants au bord de l'eau*.

Le 10 mars à 22 h : *Les Demoiselles de Wilko*, d'A. Wajda (1979).

DE PASSAGE

• Claire et Pascal Genneret donneront un récital de chansons libertaires le 10 mars à Saint-Pouanges (10) ; le 18 mars à Chalons-sur-Marne (51) ; le 25 mars à Méry-sur-Seine (10).
• Louis Capart passera à la Tanière (45, bis rue de la Glacière, Paris-13^e) du 20 avril au 14 mai.

« Subway Riders »
de Amos Poe

UN film policier ? Pas tout à fait, l'histoire n'étant ici qu'un prétexte à poser la caméra face à des êtres pris dans les galeries de la peur, tel un miroir enlaidissant.

Des images de la folie urbaine. Une folie des bas-fonds, des ténèbres qui envahissent la conscience humaine dans un enfer gigantesque : New York. Face au macrocosme urbain, les petites vies de gens si différents voulant s'affirmer ou se perdre dans les méandres d'un désespoir teinté d'une absence totale d'humanité. Des images sur la solitude urbaine. Le flic qui, pour remplir un vide, peu à peu intègre sa fonction, et qui ne s'en échappera pas. Sa femme, plongeant dans la drogue pour nourrir une schizophrénie indubitablement suicidaire et qui ne laisse aucune raison pour en sortir. La prostituée-lesbienne qui sera délaissée pour sa misère morale. Le saxophoniste-tueur atteint d'une maladie mentale destructrice trop évidente, mais qui n'est peut-être qu'une façon de crier, et la fille-mère coincée entre son enfant et ses désirs de vie ne pouvant assumer une réalité à l'opposé de toute sensibilité et voulant à tout prix être l'âme sœur de l'assassin-musicien à force de solitude.

Et tous de jouer dans le théâtre d'une résignation am-

bigüe, au décor disproportionné, pour un public éternellement absent. Même quand tout s'agit, quand tout se précipite et quand tout s'écroule, la caméra filme avec une grande lenteur, comme pour suspendre le temps, et nous laisse nous imprégner de chacune des parcelles de vie se réfléchissant sur la pellicule.

Une couleur ou presque pour chaque personnage, les noyant dans leur propre image. Mais cette volonté du réalisateur de « montrer » à tout prix réduit parfois la vision à des « clichés » trop évidents et par là même irritants d'académisme.

A noter le jeu fantastique du saxophoniste « free », John Lurie, et les musiques de ce film, à l'image même des personnages.

De plus, ce long métrage valse entre d'anciennes prises faites avec John Lurie lui-même et le réalisateur Amos Poe, devant le remplacer par manque de moyens, ce qui intensifie le doute sans cesse présent d'une réalité qui n'en est peut-être pas une.

Un film qui montre l'état du cinéma actuel en recherche entre le désir de raconter des « histoires » et celui d'insoumettre l'image à tout discours, prenant l'objet ou l'humain comme les foyers d'un espace oublié.

Thierry

LES AFFREUX DE LA CRÉATION

DANS le grand amphi de la Sorbonne, l'autre dimanche, François Mitterrand clôturait un colloque réunissant le gratin international des arts et des sciences, par un pathétique appel. « Création et développement » : il s'agit tout bonnement de résorber la crise et d'éviter la Troisième Guerre mondiale en mobilisant les créateurs !...

Quand un Etat fait appel aux artistes, c'est que ça va vraiment mal. Surtout s'il les a longuement et consciencieusement méprisés. Certains diront même qu'il faut alors s'attendre au pire... Nous avons accueilli cet aveu d'impuissance avec un ricanement aigre de satisfaction car nous savons, nous, depuis que nous avons peint Lascaux, qu'il n'est point de salut sans l'art.

Si Mitterrand déclare que « l'Etat ne peut ni ne doit régenter les forces de l'imagination », cette tentative n'en reste pas moins magouillée par le pouvoir, et dans le but, d'ailleurs avoué, d'en tirer profit : instaurer une économie dont il est hors de question qu'il n'en demeure pas le maître. Mais c'est jouer avec le feu ; le prince, même à la Renaissance, n'a jamais pris la création qu'avec des pincettes : on ne sait jamais ce qui peut arriver avec ces rigolos qui détiennent sans en abuser ce réel pouvoir de l'imagination.

C'est que la culture ne se laisse pas manœuvrer aussi facilement que des haricots, des R16 ou des chars d'assaut. Or, il suffit de voir ce que ces gens, pourtant spécialistes, énarques et tout, ont fait de l'économie, pour imaginer ce qu'ils peuvent faire de la culture qu'ils ignorent... souverainement.

Gens de pouvoir : Daumier — que vos prédécesseurs ont persécuté — se fout encore de votre gueule. La culture, la vraie, est d'essence libertaire ; elle s'enracine au fond des âges et n'appartient qu'au peuple. Les libertaires — les vrais — ne manqueront pas de vous le faire savoir.

Il y a des chiées de princes. Il n'y a qu'un Beethoven — mais c'est pour longtemps. Il n'y a qu'un seul Picasso, qu'un seul Van Gogh,

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Mercredi 2 mars : « Le feuilleton du Coral » (17-19 h) : avec Claude Sigala et le comité de soutien au Coral.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : Roger Dadoun. Après « Freud libertaire », Roger Dadoun nous parle ce soir de son livre : *Cent fleurs pour W. Reich*.
- « Cérémonie 1984 » (22-24 h) : aujourd'hui, la BD.
- Jeudi 3 mars : « C'est la lutte finale » (12-14 h) : avec Serge Bianchi qui parle de son livre : *La Révolution de l'An II*.
- « Bisous Bisous » (15-16 h) : avec Yves Frémion et Gudule. Après deux grandes questions angoissantes : « Peut-on faire l'amour avec un adversaire politique ? » et « La laideur est-elle un avantage ? », aujourd'hui ils causeront de « l'odorat » avec les auditeurs au 262.90.51.
- Vendredi 4 mars : « La bourse et la vie des consommateurs » : avec l'Union fédérale des consommateurs.
- « Notes de lecture » (13-14 h) : Michel Ragon commente Bernard Clavel.
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : avec le groupe Point 4.
- Samedi 5 février : « Croissant show » (9-12 h) : la Commune de Kronstadt, avec Cyril et Wally.
- « Prisons » (19-20 h) : Jean Lapeyrie devait être l'invité. Il a été incarcéré pour outrage à magistrat. C'est Claude Sigala qui sera l'invité de cette émission. Egalement des infos pratiques pour les prisonniers.
- Dimanche 6 mars : « Trisomie 21 » (20 h-24 h) : rock'n reggae.
- « Jazz en liberté » (17-20 h) : le Vietnamien Tran Quang Hai (improvisation dans la nouvelle musique traditionnelle vietnamienne).
- Lundi 7 mars : « Contact » (22-24 h) : les auditeurs au 262.90.51 à propos du maquillage.
- Mercredi 8 mars : « Infos musique » (17-18 h) : l'actualité de la chanson. Des infos. *Le Monde libertaire* arrive dans le studio !
- « Le feuilleton du Coral » (18-19 h).
- « Cérémonie 1984 » (22-24 h) : le CAIRN (un lieu d'artistes qui se consacre à la vidéo).
- Jeudi 9 mars : « C'est la lutte finale » (12-14 h) : avec G. Balkanski qui parle de son livre : *Libération nationale et révolution sociale*.

COMMUNIQUÉ

APRÈS l'intervention de ses responsables et de ses auditeurs, Radio-Libertaire n'est plus broulée par Paris-Fréquence-Montparnasse, ce qui met fin à une situation intolérable. Nous continuerons à mener le même combat pour toute nouvelle tentative de perturbation de nos émissions, qu'elle émane d'une radio dérogée ou non.

De plus, Radio-Libertaire tient à rappeler qu'elle se bat pour un règlement équitable pour tous du problème de la liberté d'expression sur la bande F.M.

D'autre part, Robert Namias, directeur de PFM, invité le vendredi 26 février sur Radio-Libertaire, n'est pas venu. Excuses invoquées : Radio-Libertaire, pendant une semaine, l'aurait injurié (sic). Certaines âmes sont délicates, mais pas sans crupules.

Le secrétariat de Radio-Libertaire

qu'un Rimbaud, qu'un Prévert... mais, à la longue, ça fait du monde. Sans compter ceux que vos mesures vont tenter d'étouffer à coups de hamburgers culturels — nous tous. Alors, vous qui crevez de rage de ne pouvoir régir la course du soleil, et ne parvenez à nous consoler en trafiquant lamentablement vos pendules par décret : laissez tomber !

Mieux : laissez faire. Laissez les artistes occuper les usines que vous avez vidées.

Mais, avant de baratiner, commencez par faire de l'aquarelle ou du piano, dessinez des crochards, dansez la bourrée... Et vous verrez peut-être quel autre pouvoir — autrement délectable, authentique — est au bout.

Si vous tenez vraiment à faire quelque chose, puisqu'il est vrai qu'il n'y a pas de création à partir de rien, même si les artistes sont doués pour ça, il faut sacrifier à cette dure logique : pour libérer les forces de création, il vaut mieux d'abord supprimer les forces de destruction. Or, malgré vos discours hypocrites, ce n'est pas demain que vous aurez renoncé à la violence. C'est dommage. Le transfert intégral du budget militaire — notre fric — à la culture instituerait un réel changement de société, et une défense nationale absolue (puisque sans équivalent opposable) et sûre (une culture est imprenable, elle s'impose), garantissant des relations internationales fructueuses...

Enfin, moi, ce que j'en dis... En attendant, Attali, si tu te penches sur l'art, tes diplômes vont plutôt te gêner. Faut reprendre ton éducation à zéro. Trop tard !... Faut toute une vie pour apprendre ces choses-là. Incompétent. On n'est pas des vaches : tu peux prendre ta pré-retraite comme gardien de musée... Peut-être rencontreras-tu ce brave Honoré de Marseille se moquant gentiment de ta poire...

Jean TOUZOT
(professeur de volupté)

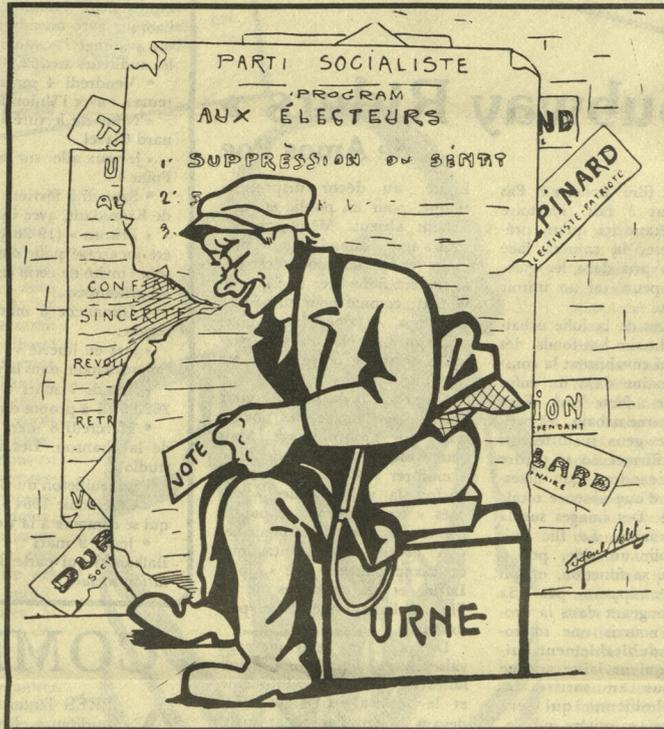
LA GRANDE ILLUSION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

C' EST parti mon kiki ! La gent politique du pays est entrée en transe. La particularité de nos élections municipales c'est de faire pénétrer dans le débat l'esprit Clochemerle. Sur un fond de haute politique où les leaders brassent les problèmes universels et où le candidat, d'un doigt vengeur, cloue l'adversaire au mur, se balottent des revendications de bornage, d'ordures ménagères, de distribution d'eau, de pissotières, sans compter tous ces petits potins de la ville soigneusement cachés et qui brusquement refont surface. Et dans ce domaine, la campagne électorale à laquelle nous assistons ne nous a pas déçu. Naturellement, nous avons assisté à des combats homériques, à des défis de la meilleure veine, et dans ce domaine, le dialogue entre Chirac et Quilès valait son pesant de bulletins de vote. Débat contradictoire ou pas ? Les foules renaient leur souffle ! Tout se terminera par une pantalonnade à la radio qui avait monté cette « affaire du siècle ». Et comme dans le poème comique, la lutte cessa faute de combattants.

La fonction municipale — et surtout celle de maire — est le marchepied de toute carrière politique savamment orchestrée. Pour parvenir en tête, tous les coups sont bons, dont le plus classique consiste à tripotiller le mode de scrutin à la veille de chaque élection, de façon à faire passer la bonne liste. Defferre — qui est orfèvre en la matière et qui a appris son métier dans le bourbier marseillais — n'a pas manqué à la tradition, et c'est avec délice qu'il a charcuté la loi électorale. A gauche, c'est bien connu, on est le défenseur traditionnel de la veuve, de l'orphelin et de la vertu. Depuis toujours, on préconise théoriquement la proportionnelle ; une proportionnelle ajustée bien sûr aux circonstances et aux prévisions électorales, mais suffisante toutefois pour glisser un œil, celui du gouvernement, dans les « secrets d'alcôve » des conseils municipaux qui auraient été « mal élus ». En vérité, ce gros malin de Defferre va transformer les conseils municipaux des villes de plus de trente mille électeurs en de petits parlements, et il y aura du sport, ce qui fera la fortune de la presse locale. La décentralisation — qui va apporter plus de pouvoir aux municipalités dont le budget est important (les autres, sans le sou, seront à la remorque de la direction politique régionale) — va encore ajouter à cette chienlit !

Ce que je vous dis du caractère folklorique des élections municipales, tout le monde le sent, tout le monde le sait, tout le monde en rit, tout le monde en est ravi, car le spectacle se passe en ville, à deux de chez soi, au milieu de gens qui se haïssent ou qui s'estiment, mais qui ne sont pas indifférents les uns aux autres. Et c'est ce qui confère aux élections municipales à la fois leur pittoresque et cette indulgence un peu débauchée du citoyen devant les énormités que débitent les candidats.

Cependant, le goût du public pour les élections municipales dépasse le spectacle que donnent périodiquement à la population les contorsions du personnel politique local qui, de tradition, navigue au ras des paquerettes. Il prend sa source dans l'histoire du pays, et lorsqu'on parle de municipalités, les gens voient vaguement se dessiner dans leurs souvenirs ce qu'autrefois ils ont appris à l'école ou dans leurs lectures et qui se résume dans la lutte constante des municipalités contre le centralisme du Royaume d'abord, des Républiques ensuite. Les communes



du Moyen-Âge, la commune révolutionnaire de 1789, la Commune de Paris : le citoyen qui passe sur le trottoir devant votre fenêtre est bien sûr bien incapable de vous en faire une description historique exacte. Il ne sait pas, il ne sait plus, il n'a peut-être jamais su ! Ces moments de l'histoire, il les porte en lui sans s'en apercevoir, sinon les jours somptueux où il se décide à casser la baraque. Pourquoi ? Parce qu'il sent que la cité est à l'échelle humaine et qu'elle le concerne directement ; parce qu'il a l'intuition qu'on pourrait reprendre sur un ton grave tout ce que je disais sur elle au début de ce texte sur un ton plaisant ; parce que la commune est comme le vêtement : plus il est proche du corps, moins on en sent le poids.

Au cours des luttes qui ont secoué l'histoire de l'humanité, les hommes ont été séduits par la commune, et le problème que chacun s'est posé est celui-ci : comment vivre dans la cité ? Les anarchistes comme les autres, et eux, qui plus qu'aucun autre sont prêts de l'homme, font corps avec lui, ont fait de la commune le foyer de toutes les activités humaines au-delà de la famille, au-delà des patries. Et tout naturellement, est venue à l'esprit de chacun cette idée de comment organiser la commune, comment coordonner les diversités de la commune afin d'établir l'harmonie dans la ville. Le problème de la commune, c'est d'abord celui du degré d'indépendance envers le centralisme étatique, quelle que soit sa couleur politique. Le problème de la commune est simple et effroyablement compliqué. Comment associer les citoyens de la ville pour rendre le travail moins pénible et plus productif en conservant à chacun le maximum de liberté compatible avec l'effort collectif ?

Au Moyen-Âge, la bourgeoisie naissante et les métiers associés entendaient installer la commune « à côté » du pouvoir royal, avec comme objectif de discuter

avec lui sur un plan d'égalité. Mais déjà — comme aujourd'hui — il y avait disproportion entre une cité comme Gand et un village de Normandie. Leur poids économique était différent, et lorsqu'à la lumière des luttes électorales actuelles on regarde l'évolution, on s'aperçoit que rien d'autre n'a changé de ce qui existait autrefois que les modes d'organisation employés d'une part par le pouvoir politique, d'autre part par le pouvoir économique, pour définir les rapports entre l'Etat et la cité. Et pourtant, ce sentiment particulier qui distingue les élections municipales des élections parlementaires reste vivace, et c'est ce sentiment qui a poussé — à tort à mon avis — des militants révolutionnaires, voire des anarchistes, à faire une distinction entre ces différentes élections et à proposer, sous certaines conditions, de participer au scrutin communal, dans l'espoir de s'introduire dans l'administration de la ville de façon à l'orienter.

En vérité, et quels que soient leurs résultats, les élections ne changeront rien aux conditions de l'homme dans sa ville, car celle-ci est prise dans un cadre politique et économique qui lui retire toute véritable autonomie. De gauche ou de droite, les crèches resteront dépendantes de la répartition du revenu national, et la part la plus importante continuera à être financée par le budget de l'Etat.

Ce n'est pas la couleur politique du maire de la ville qui déterminera les implantations d'industries, mais les facilités de transport, la richesse de la région, sa densité en population formée au travail industriel, ou, au contraire, son relatif isolement qui protégera l'industrie des mouvements sociaux. La cité est incompatible avec le centralisme étatique, et d'instinct elle s'est toujours opposée au pouvoir en place. Dans ce combat, il faut que l'un ou l'autre plie, et le résultat de ces luttes se discerne au degré

de centralisation qui subsiste entre la cité et l'Etat.

Les combats furieux que se livrent les partis pour conquérir la ville n'ont pas d'autres résultats que de conférer à une clientèle politique le pouvoir et ses avantages immédiats. Naturellement, pendant la campagne électorale, et sitôt après, on distribuera çà et là quelques bureaux de tabac, on introduira dans les couloirs du pouvoir quelques éléments qui ont bien voté, on accordera quelques subventions ! Des brouilles qui permettent de récompenser les fidèles. Mais les conditions d'existence de la population ne changeront pas. La municipalité réactionnaire ne chassera pas les immigrés comme le réclament les patriotes — ceux-ci sont nécessaires à l'usine dont les impôts assurent les ressources de la commune ; et les révolutionnaires de municipalités chasseront les immigrés si leur présence gêne le confort d'une petite bourgeoisie pavillonnaire. La ville n'est pas seulement divisée en classes, elle est divisée en clans politiques, et le triomphe d'un de ces clans servira à assurer la relève du cadre communal, et encore, car celui-ci est sérieusement défendu par son statut et ses organisations professionnelles.

Voter aux élections communales, en faisant une distinction entre elles et les élections parlementaires, c'est renforcer l'équivoque, parer la commune de vertus que seule son autonomie peut lui conférer. C'est participer à ce jeu qui consiste à enserrer la population dans les rets de l'institution parlementaire, c'est pousser le premier pion sur un jeu truqué où, noirs ou blancs, les pions occuperont toute la place. L'institution communale de classes est dans l'incapacité de libérer les hommes. Elle suit le mouvement impulsé par la centralisation d'Etat. Elle est démocratique quand la situation économique mondiale le permet, autoritaire lorsque les nuages s'amoncellent. Dans l'Etat démocratique, la ville se vide politiquement pour se remplir de déchets que déposent les partis les jours d'élections et sur lesquels germera la pourriture parlementaire.

Il faut se garder de confondre la municipalisation qui n'est rien d'autre qu'une délégation de pouvoir (cellule de base de toute institution autoritaire) et la commune révolutionnaire, la commune libertaire, qui est le creuset où viennent se mêler toutes les forces vives de la population. Naturellement, l'histoire, qui mélange les genres, a donné à la commune une résonance certaine, et il y a gros à parier qu'une fois encore c'est en s'appuyant sur la commune que les hommes construiront les structures d'une société sans classe. Faire la différence entre la commune autonome et libertaire et la commune centralisée administrée à partir de délégations de pouvoir, sera alors essentielle.

Et le moyen de faire dès aujourd'hui cette différence consiste justement à refuser d'apporter notre caution et de déléguer aux conseils municipaux de nos villes et de nos communes des pouvoirs qui doivent appartenir tout entiers et de façon permanente aux citoyens de la Cité.

Maurice JOYEUX

Post-scriptum : le groupe libertaire Louise-Michel vient de publier un texte extrêmement fouillé sur le problème électoral tel qu'il se pose à notre époque et où sont pris en compte tous les éléments, ce qui éclaire d'un jour particulier les élections municipales. La brochure porte comme titre : *Des municipalités à la commune libertaire*. On la trouve naturellement à la librairie du Monde libertaire, au prix de 14 F.